



**OÙ VA LA RUSSIE ?**

## Sommaire

### Première Partie :

<i>Sergueï Lavrov</i> , Ministre des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie .....	7
<i>Thierry de Montbrial</i> , de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, Directeur de l'IFRI .....	17
<i>Serueï Lavrov</i> .....	18

### Deuxième partie :

Présentation de <i>Jean-Pierre Chevènement</i> .....	23
<i>Thierry de Montbrial</i> , .....	24
<i>Evguenni Kojokine</i> , Directeur de l'Institut russe de Recherches Stratégiques de Moscou .....	27
<i>Alexeï Pouchkov</i> , Directeur de l'émission P.S., chaîne TV Centre, Moscou .....	30
<i>Jacques Fournier</i> , Conseiller d'Etat, ancien Secrétaire Général du Gouvernement .....	35
<i>Vladimir Pozner</i> , Directeur de l'émission « Les Temps », Moscou ....	43
Premières conclusions de <i>Jean-Pierre Chevènement</i> .....	45

### Débat avec la salle :

<i>Vladimir Pozner</i> .....	52
<i>M. Froment Meurice</i> , Ambassadeur de France .....	52
<i>Mme Hélène Bérard</i> .....	55
<i>Alexeï Pouchkov</i> .....	56
<i>Jacques Fournier</i> .....	58
<i>Evguenni Kojokine</i> .....	60
<i>Vladimir Pozner</i> .....	60



## *Première partie*

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Monsieur le Ministre, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, Mesdames et Messieurs, le thème de ce colloque organisé par la Fondation Res Publica s'intitule : « Où va la Russie ? ».

Avant que le débat ne s'engage, je voudrais, au nom de tous, remercier très vivement Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Monsieur Sergueï Lavrov, qui nous fait l'honneur et le plaisir d'ouvrir ce colloque. Je suis très reconnaissant à l'ambassadeur de Russie en France, Monsieur Alexeï Avdeev et à l'ambassadeur de France en Russie, Monsieur Jean Cadet d'avoir aidé à la préparation de ce colloque.

Monsieur Lavrov a la réputation d'avoir été un excellent et remarquable représentant de son pays aux Nations Unies pendant plus de dix ans. Il est aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, il aime, me dit-on, la concision et la rapidité.

Je m'en tiens donc là et je lui donne la parole, sachant qu'il se prêtera ensuite à quelques questions avant de nous quitter pour regagner Moscou, dès ce soir.

SERGUEÏ LAVROV

Mesdames, Messieurs, chers amis, je voudrais tout d'abord vous présenter mes excuses sincères pour ne pouvoir m'adresser à vous en français. Ma connaissance de cette très belle langue ne me le permet malheureusement pas.

Je suis très heureux d'être présent à ce colloque et j'en remercie les organisateurs. J'ai participé hier et aujourd'hui à des négociations officielles avec mes collègues et je me réjouis de cette occasion d'échanger avec des représentants de l'élite politique française à propos du sujet que vous avez choisi : « Où va la Russie ? »

Je ne pourrai pas être exhaustif sur cette question mais je ferai mon possible.

Ce n'est pas par souci protocolaire que je rappellerai que nos deux pays entretiennent des relations privilégiées, réalité confirmée par les chefs d'Etats de nos deux pays depuis des décennies et réaffirmée lors de la réunion du Conseil de coopération et de sécurité auquel participaient les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de Russie et de France. Nous avons été

salués par le Président Jacques Chirac qui a téléphoné spécialement pour exprimer sa position par rapport à nos travaux ; il nous a chargés d'agir le plus efficacement possible pour parvenir à réaliser ces accords au plus haut niveau.

Nous avons donc une base extrêmement solide pour un partenariat à long terme, nous disposons d'un capital de confiance très important. Toutes les conditions sont réunies pour que nos pays contribuent à la création d'une Europe nouvelle et au règlement des problèmes actuels, non seulement de notre continent, mais des problèmes qui figurent à l'ordre du jour de la vie internationale.

Vous avez donné à ce colloque un intitulé qui le consacre à la Russie d'aujourd'hui. Je vous dirai donc que la Russie est avant tout un pays qui a choisi très clairement la démocratie. C'est une voie qui n'est ni simple ni rapide. Les Européens, les Français en particulier savent bien que la démocratie n'est pas quelque chose d'instantané, c'est tout un processus. Nous savons quelles turbulences votre pays a dû traverser en son temps, nous savons quelle distance sépare le 14 juillet 1789 de l'institution de la Troisième République. Nous sommes convaincus, je le répète, que la démocratie est la grande voie d'évolution de notre civilisation et chaque pays y parvient à sa manière, cherche ses formes propres de système démocratique.

Un autre élément est extrêmement important, et notre expérience propre nous en a convaincus : la démocratie n'est possible que sur une base économique saine. Je rappellerai ce que Piotr Stolypine écrivait à Tolstoï au début du siècle : « la misère est la plus terrible forme d'esclavage ».

Une véritable démocratie ne peut se développer qu'à partir d'une société civile développée qui elle-même demande un certain niveau d'évolution socio-économique. C'est là une équation mise en évidence non par des politiques mais par des scientifiques. Au vu de l'histoire et de l'expérience d'autres pays et à partir de l'expérience que nous avons connue en Russie ces quinze dernières années nous constatons que c'est un processus tout à fait interne qui ne saurait être garanti ni imposé de l'extérieur.

Les problèmes qui doivent être réglés pour que la démocratie puisse se développer en Russie sont d'ordre économique. En matière d'économie, la Russie fait montre de résultats tout à fait satisfaisants concernant la conjoncture, ceci grâce aux mesures qui ont été prises, peut-être pas assez rapidement, peut-être dans une logique insuffisante, mais qui ont été prises par le gouvernement pour assurer une réforme structurelle de notre économie et mettre l'accent sur les orientations qui déterminent le progrès dans notre monde actuel.

Notre PIB a augmenté de 7% par an ces cinq dernières années.

Les réserves d'or de la Banque centrale ont atteint un niveau record : elles ont dépassé 150 milliards de dollars. C'est sans précédent, même à l'époque du boom pétrolier de l'Union soviétique.

Nous avons atteint un pic de remboursement de la dette extérieure, nous remboursons avant délai nos dettes vis-à-vis de nos partenaires étrangers.

Vous savez que nous possédons un fonds de stabilisation qui approche 30 milliards de dollars grâce à une conjoncture économique favorable.

Des modifications positives apparaissent dans le domaine agricole. Nous restons, de façon stable, exportateurs sur le marché mondial des céréales.

Donc nos positions aussi bien économiques que financières se renforcent, ce qui nous permet d'agir de façon plus autonome sur la scène internationale et d'employer des réserves complémentaires pour régler des problèmes intérieurs : diminuer le niveau de pauvreté, renforcer les droits de propriété, effectuer une réforme du système de l'éducation et de la santé, avoir une approche innovante dans le développement économique, diminuer les impôts et d'autres mesures encore.

Le Président Poutine a annoncé un programme nouveau qu'il appelle « investissement en l'homme », investissement dans les ressources humaines pour les trois années qui viennent. Ce programme va se voir doter de 20 milliards de dollars, ce qui va permettre d'abord d'augmenter le salaire des médecins et des enseignants, d'acheter des équipements pour les hôpitaux et pour les écoles, d'augmenter les crédits pour le logement, de renforcer la situation économique de la population, d'augmenter le bien être social de nos citoyens. A partir de ces éléments, nous pourrions créer les conditions permettant de réaliser les réformes structurelles nécessaires en matière d'éducation, en matière de santé de manière à pouvoir, but ultime, développer la démocratisation du pays.

La réforme de notre système politique s'effectue dans un cadre juridique très strict, dans le cadre de la Constitution de la Fédération de Russie. Nous n'avons pas l'intention de modifier notre constitution, le Président l'a confirmé.

L'orientation principale de nos réformes du système politique est la constitution d'une infrastructure démocratique stable, d'une infrastructure stable du système de direction du pays. C'est ce que vise le système du suffrage proportionnel, en particulier dans la Douma d'Etat. Ce système n'est pas une invention russe, il a cours dans de nombreux pays, en particulier les pays européens.

Nous avons également un nouveau système d'élection des gouverneurs des régions, à partir de candidatures proposées par le Président de la Fédération de Russie, ce qui n'est pas contradictoire avec ce qui se fait dans de nombreux pays où les exécutants de ce qui se fait dans les régions ne sont pas élus mais nommés.

La commission de juristes du Conseil de l'Europe a procédé à une expertise de notre nouvelle législation. Elle a constaté la conformité à notre constitution et aux principes du fédéralisme.

Nous essayons de renforcer la société civile de notre pays, d'accroître le contrôle de cette société civile sur le pouvoir et sur l'appareil bureaucratique. C'est pourquoi la Chambre civile de Russie a été constituée.

En ce qui concerne les directions fondamentales de notre évolution, nous progressons à travers ce développement de la société civile et à travers des initiatives privées. Toutefois, nous ne cachons pas que le moteur essentiel des transformations qui se produisent dans notre pays est l'Etat, il ne saurait en être autrement dans les conditions actuelles. Telle est notre époque qui contraint l'Etat à assumer ce rôle. Il n'y a là rien d'extraordinaire : ces circonstances se sont rencontrées dans d'autres pays. La France a elle-même traversé différentes étapes au cours de son histoire.

Nous sommes donc confrontés à cette évolution qui nous amène à mettre en œuvre la démocratie avec un Etat fort qui garantit à ce pays ses lois, ses droits et libertés fondamentales, comme le droit à la vie. Nous sommes ici confrontés à une contradiction dialectique. Après la chute du gouvernement provisoire de Russie, le président Kerinsky a reconnu, *a posteriori*, que l'une des raisons de cette chute avait été le fait que son gouvernement avait sous-estimé la force d'une direction économique qui aurait permis de faire pendant aux forces extrémistes.

Certains des meilleurs représentants des médias russes sont ici. En Russie sont enregistrées environ 3200 chaînes télévisées. 46000 journaux et magazines sont édités dans notre pays. Même si le pouvoir voulait contrôler une telle masse de médias, cela ne serait pas possible.

En ce qui concerne les compagnies de télévision qui fonctionnent au niveau national, nous avons une chaîne d'Etat, les autres sont des sociétés par actions. L'analyse des principales chaînes d'information révèle un pluralisme réel dans la totalité de ces chaînes. Nous avons accès à Euronews en langue russe par le canal européen de l'information.

Dans l'ensemble, nous visons à assurer les conditions d'une pleine indépendance des médias vis-à-vis de l'Etat comme des groupes oligarques : dans le milieu des années 1990, les principaux médias appartenaient aux oligarques qui décidaient de la politique et des objectifs de ces chaînes.

Lorsqu'on parle de Russie, on ne saurait passer sous silence le terrorisme.

Comme d'autres pays, nous sommes la cible du terrorisme international. Nous sommes contraints d'y réagir en tirant les leçons des événements, en essayant de contrer les menaces pour nous opposer aux inventions des terroristes. On ne saurait les prévoir, donc nous acquerrons de l'expérience, nous utilisons de façon active l'expérience d'autres pays - comme la France - à travers un mécanisme bilatéral de coopération. Nous utilisons toutes les institutions et les services spéciaux impliqués et cette coopération donne des résultats.

Je rappellerai que la Russie est l'un des leaders de la coalition antiterroriste mondiale. Nous avons été à l'initiative de la première résolution adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU en matière de lutte contre le terrorisme ; cela date de l'automne 1999 juste après que la bande de Bassaiev, qui se trouvait en Tchétchénie, a pénétré le Daghestan pour créer un émirat, de la mer Noire à la mer Caspienne. Nous avons proposé au Conseil de sécurité de l'ONU une résolution pour que tous les efforts soient consacrés à cette lutte contre le terrorisme. La Russie a également été à l'initiative d'une convention visant à lutter contre le terrorisme nucléaire. La France, également, a été à l'initiative d'une convention internationale pour s'opposer au financement du terrorisme, élément essentiel de l'activité de la coalition anti-terroriste.

Nous avons longtemps plaidé pour une initiative destinée à combler les lacunes du droit international en matière de terrorisme en vue de reconnaître le terrorisme et les actions conduites avec usage de la force contre les personnes. Il s'agissait de contraindre les Etats à changer de politique. Nos partenaires occidentaux ont longtemps douté de la nécessité d'introduire une telle norme dans le cadre du droit international ... mais il y a eu Beslan, tragédie qui a semé l'effroi parmi tous les citoyens du monde et une nouvelle initiative a été approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU selon laquelle tout emploi de la force contre des citoyens pour contraindre un pays à changer de politique est une forme de terrorisme.

Je vais citer un dernier exemple : nous avons longtemps demandé que les terroristes et leurs instigateurs se voient interdire l'utilisation des médias pour leur propagande. Des voix se sont élevés contre ce point de vue, le considérant comme contraire aux droits fondamentaux de l'homme, au principe de la liberté de la presse... mais il y a eu les attentats de Londres et nos collègues britanniques, qui s'étaient opposés à l'introduction de cette norme dans le droit international, ont proposé au Conseil de sécurité un projet conformément auquel tous les pays sont contraints d'introduire dans leur législation des principes pour empêcher la propagande de la terreur. Les médias ont reçu un signal extrêmement clair selon lequel ils ne devaient se livrer à aucun type d'activité incitant à la terreur.

Il convient de ne pas fermer les yeux sur tous ceux qui, à partir d'un pays, essayent de préparer des actes de terrorisme dans un autre pays. Toute



tentation, pour un Etat, de fermer les yeux sur ses propres terroristes sachant qu'ils l'épargneraient ne passe plus : en témoigne la triste expérience de la Grande-Bretagne. Il ne saurait y avoir ici de double standard, on ne saurait échapper aux attentats par des compromis avec leurs organisateurs en espérant être soi-même à l'abri.

J'ai cité la Tchétchénie, c'est notre grande douleur. Douleur que nous surmontons peu à peu en appliquant un principe de résolution politique de ce problème proprement russe.

Pratiquement trois ans après août 1999, la Tchétchénie s'est trouvée, *de facto*, indépendante, c'est-à-dire livrée à elle-même. Durant trois ans, il n'y a eu aucun représentant du pouvoir central fédéral, sans parler de présence de l'armée ou d'autre structure.

Après que cette Tchétchénie, de fait indépendante, sous la direction de Masradov, a été transformée en pépinière de banditisme, où des Tchétchènes, après avoir pillé les Russes et les représentants d'autres nationalités, se sont mis à piller leur propre pays, où les bandes tchétchènes ont pris en otages des étrangers, les ont réduits en esclavage, les ont décapités et après qu'en août 1992, la nation du Daghestan, une autre république de la Fédération de Russie a été touchée, il ne nous était plus possible d'accepter une telle situation. Nous avons entamé immédiatement un processus politique d'amnistie. Ce processus politique a pu être poursuivi par ces gens amnistiés, sauf ceux qui ne s'étaient pas conduits comme des soldats mais comme des bandits agissant contre des femmes et des enfants. Aujourd'hui, ceux qui s'étaient prononcés contre les forces fédérales à l'époque de la première guerre de Tchétchénie, ceux qui avaient combattu les armes à la main contre le pouvoir central fédéral, figurent parmi les membres du Parlement aussi bien au niveau tchétchène qu'au niveau fédéral. Ces gens ont bénéficié de l'amnistie et ont reconnu la nécessité de choisir la voie politique pour instaurer une vie pacifique au sein de leur peuple.

Le premier président de la Tchétchénie, qui avait lui aussi, en son temps, combattu contre le pouvoir central fédéral a été sauvagement tué dans un attentat. Le processus politique de reconstitution de la Tchétchénie devrait se terminer le 27 novembre de cette année par des élections parlementaires au Parlement de la République de Tchétchénie. Ces élections se feront à partir de plusieurs partis. Tous les citoyens pourront y participer, à l'exception de ceux qui se sont consacrés à la terreur. Nous avons invité des observateurs car nous n'avons aucune raison de dissimuler la manière dont vont se dérouler ces élections qui confirment très clairement le désir du peuple tchétchène de vivre dans la paix, au sein de la Russie et de régler leurs problèmes avec le soutien de Moscou et dans la fédération de Russie.

Moscou débloque des fonds considérables pour élever le niveau économique et social de la Tchétchénie. Le gouvernement de Moscou est conscient de ses problèmes socio-économiques, en particulier le chômage, très élevé, et il déploie de nombreux efforts dans le but de régler ces problèmes.

Nous continuons de combattre la formation des bandes. Il n'y a plus d'action militaire en Tchétchénie. Toute forme de violence qui s'y manifeste provient de l'initiative de certaines bandes armées qui sévissent encore et tentent d'y poursuivre leurs affaires troubles. Mais de plus en plus d'opérations spéciales préventives sont mises en œuvre et parviennent à neutraliser ces bandes armées. L'essentiel est que ces groupes soient privés de soutien extérieur et, ces derniers temps, des citoyens armés ont été neutralisés en Russie, ils détenaient des documents prouvant qu'ils venaient de cinquante pays étrangers, il s'agit donc d'une action terroriste internationale. Nous viendrons probablement à bout des quelques braises qui subsistent du brasier tchétchène.

Notre politique, je l'ai dit, vise à faire triompher un processus politique. Nous nous étonnons de nous entendre demander de mettre en œuvre un tel processus, puisque celui-ci a déjà été accepté par le peuple tchétchène ! Et si certains ont encore des doutes et pensent qu'il y a en Tchétchénie des bons et des mauvais terroristes, les déclarations récentes concernant l'installation d'un gouvernement tchétchène en exil comprenant Bassaïev – qui figure sur la liste des terroristes de l'ONU – devraient les convaincre de la nécessité de poursuivre le processus politique.

Il existe en Tchétchénie des partis politiques ouverts qui défendent le développement politique de la Tchétchénie au sein de la Russie.

Puisque nous discutons de la question : « Où va la Russie ? », ce dont nous avons besoin pour aller dans la bonne direction c'est de stabilité autour de nos frontières, de sécurité et de la possibilité de développer une coopération avec nos partenaires étrangers, aussi bien l'Europe que le monde dans son ensemble.

Il est essentiel que les conditions soient réunies pour le développement intérieur de notre pays et pour que puissent se poursuivre les réformes dont j'ai parlé à travers lesquelles nous sommes désireux de poursuivre une coopération avec tous les pays qui le désirent.

Avec la France, nous considérons que notre politique doit se fonder sur une solution collective apportée aux problèmes mondiaux. Les nouveaux systèmes ont besoin d'un maximum de points d'appui. Parmi ces appuis figurent le G8, l'Union européenne, les pays d'Amérique latine, d'Asie, le Proche Orient, l'Afrique. C'est un système qui doit se fonder sur un respect et une confiance mutuels et qui doit inspirer confiance à tous les partenaires impliqués.

En ce qui concerne les choix de la Russie, le choix européen a été mûrement réfléchi, il se fonde sur une longue tradition, vieille de trois cents ans, de relations économiques et culturelles pour le bénéfice de nos deux cultures.

J'ajouterai ici mon avis personnel, qui déplaira peut-être à certains :

Ces derniers siècles, la Russie a dû payer cher les jugements et décisions erronés des autres pays. Ce fut le cas dans les cent dernières années.

Nous sommes entre nous. Il y a eu les guerres de Napoléon : la Russie a dû contribuer à faire la distinction entre les conquêtes de la France et les conquêtes napoléoniennes, Talleyrand y a joué un rôle...

Nous avons été de ceux qui ont le plus subi les conséquences de la Première guerre mondiale à laquelle nous n'étions pas préparés.

En ce qui concerne la Deuxième guerre mondiale, la Russie soviétique a payé un tribut extrêmement lourd.

Et puis, il y a eu la Guerre froide qui ne nous a pas épargnés. Je n'accuserai personne ici. Il y a eu des erreurs au niveau des systèmes, y compris émanant de notre pays. Je ne conteste pas nos erreurs de calcul, mais il y avait des gens qui avaient intérêt à nous isoler de l'Europe.

Tout cela appartient au passé. Ces réflexions peuvent faire l'objet de débats, l'histoire en décidera.

Il nous revient de penser à ce qui se passe aujourd'hui, au moment où la confrontation idéologique de la Guerre froide est remplacée par des menaces beaucoup plus dangereuses, menaces d'effondrement mondial des civilisations, c'est-à-dire de conflit de civilisations. Ce phénomène n'est pas seulement présent dans les publications des spécialistes politiques, il est provoqué par toutes formes d'extrémisme. Il est difficile à contrôler car il déborde largement le cadre des nations.

Nous considérons qu'il est essentiel de développer un dialogue, une alliance entre les civilisations en utilisant par exemple les résultats du sommet qui s'est tenu à New York récemment.

La Russie englobe de nombreuses nations, de nombreuses confessions religieuses, nous possédons une expérience très ancienne de développement dans la diversité. C'est là le gage d'une survie dans les circonstances que nous vivons. Nous avons fêté le millième anniversaire de Kazan, capitale du Tatarstan, très ancien foyer de culture islamique, qui possède une expérience très riche de coexistence avec d'autres civilisations, ceci n'est donc pas en question.

Cette notion d'alliance, de partenariat entre civilisations, reconnue aujourd'hui par la communauté mondiale et soutenue par l'Assemblée générale, est l'environnement naturel de la Russie, hors duquel elle ne pourrait survivre.

Les tentatives en vue d'imposer la démocratie de l'extérieur se heurtent souvent à ceux qui misent sur les conflits entre civilisations. Une forme d'extrémisme en nourrit une autre. C'est une tendance qu'il faut arrêter. J'espère que les travaux oeuvrant à former une alliance entre les civilisations y contribueront.

Il apparaît essentiel de nous concentrer sur les problèmes qui s'opposent au développement d'une société civile : il s'agit essentiellement du développement de conflits régionaux.

Il est essentiel pour nous que soit réglé le conflit du Proche Orient. Dans ce très ancien conflit, le terrorisme et l'extrémisme essaient de développer un antagonisme entre les civilisations, nous devons les en empêcher.

Nous proposons de tenir à Moscou, à la fin de cette année ou au début de l'année prochaine, une rencontre internationale sur le thème du Proche Orient qui ne serait pas limitée au conflit israëlo-palestinien mais pourrait réunir des représentants des principaux pays arabes de la région, Israël, l'ONU, l'Union européenne pour que soit lancée une réflexion sur une approche multilatérale de problèmes aussi essentiels que l'écologie, la problème de l'eau, le contrôle des armements et des choses simples qui concernent la vie des hommes au Proche Orient.

En matière de politique internationale, nous voulons agir au sein d'une équipe. Nous comprenons qu'aucun problème ne se règle par un pays seul. Nous sommes désireux de fonctionner à partir de partenariats à égalité et nous y sommes prêts.

J'ai parlé du sommet 2005 que nous considérons comme un jalon essentiel permettant d'adopter un document de consensus qui, peut-être, ne répond pas à toutes les questions mais qui confirme le principe d'une sécurité collective, principe établi par l'ONU. Nous considérons comme essentiel que les Etats-Unis se soient joints à ce consensus.

Il s'agit là d'un événement marquant qui ne va pas modifier dès demain les actions de Washington, où on trouve encore le désir de régler les problèmes de manière unilatérale mais c'est un signe que les Etats-Unis comprennent l'avantage d'agir à plusieurs, ce dont nous ne pouvons douter.

L'Union européenne sera pour de nombreuses années notre partenaire principal, même si ce n'est pas un partenaire simple : cela a été confirmé au sommet de Londres du 4 octobre.

Ne dramatisons pas les difficultés que nous rencontrons, il s'agit là de l'état normal des relations entre deux puissances économiques, militaires, politiques. Plus notre partenariat avec l'Union européenne se concrétisera, plus nous

aurons de mal à tomber d'accord sur des détails précis « dans lesquels résident les affaires », comme disent les Anglais.

En ce qui concerne ces questions pratiques : tarifs, types de traduction, voyages transsibériens, systèmes de visas, systèmes des réadmissions en rapport avec le développement économique, elles intéressent le milieu des affaires, la vie des hommes simples. Nous réglerons toutes ces questions, ce n'est pas simple, il faut de la patience, cette patience est présente des deux côtés, de même que la conscience que nous avons besoin d'un cadre juridique, celui de l'Union européenne pour nous permettre d'agir en profondeur et de façon durable.

Nous ne sommes nullement allergique aux rapports transatlantiques. Tout consensus dans le cadre de l'Otan ne sera pas repoussé, je dirai même que dans le cadre du Conseil Russie-OTAN, le partenariat est développé avec des perspectives tout à fait positives. Dans un avenir proche, il est peu probable que nous devenions membres de l'OTAN ni de l'Union européenne mais nous voulons enrichir ce partenariat, le rendre plus fructueux, même si chacun d'entre nous garde un rôle indépendant dans les affaires internationales.

Je ne vais pas développer des situations concrètes telles que celle de l'Irak. Les circonstances montrent que sur la scène internationale, il faut être extrêmement prudent et ne pas s'engager de façon irréfléchie dans la voie de sanctions ou de menaces en cas d'apparition de problèmes, en Iran, en Corée du Nord. Il est essentiel de chercher des voies politiques, de régler les conflits, de parvenir à des accords raisonnables. Il est essentiel également d'avoir toujours en tête que toute menace doit être suivie par des mesures. Y sommes-nous prêts ? Qui est prêt à les prendre ? Il est absolument impératif que toute action, en matière de crise internationale, se fasse dans la perspective du temps long.

J'ai abordé un domaine plus vaste que celui des relations entre les Etats ; or ces objectifs ne sauraient être atteints que si la société civile, les représentants du monde des affaires, de l'économie, y participent.

Ce colloque contribuera à ces échanges.

Je suis prêt à répondre à vos questions.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Merci, Monsieur le Ministre.

Comme vous avez répondu à beaucoup de questions dans cet exposé qui définit les grands paramètres, je vais laisser à Thierry de Montbrial, le directeur

de l'Institut Français des Relations Internationales, le soin de sélectionner quelques questions, de façon à ce que vous puissiez avoir le temps d'y répondre puisque vous devez regagner Moscou ce soir.

THIERRY DE MONTBRIAL
----------------------

La première chose à dire c'est que Monsieur le Ministre a répondu d'avance à toute une série de questions.

Je voudrais simplement donner la liste des quatre ou cinq questions de base que tout le monde se pose, auxquelles, d'une certaine manière, vous avez répondu, mais sur lesquelles je crois qu'il faut revenir.

Elles concernent :

La démocratie, la fameuse « verticale du pouvoir » : J'étais moi-même dans une province d'Extrême Orient - que je ne citerai pas - dont le gouverneur est notoirement corrompu... tout le monde le dit et le répète à Moscou, ce qui pose un problème...

Le système juridique et le système judiciaire : Vous en avez parlé mais je ne suis pas sûr que vos propos répondent complètement aux questions.

Le traitement de la question du Caucase a soulevé beaucoup de réactions, je pense à l'affaire Beslan.

La corruption, les médias : Je sais bien qu'en France, à l'époque du Général de Gaulle, le directeur de l'ORTF recevait directement ses instructions... mais quand même...

Enfin, certains aspects de la politique extérieure : Vous n'avez pas du tout parlé de l'Ukraine, par exemple, ni de certains autres pays de l'ex-Union soviétique.

Avant de recueillir quelques questions dans la salle, je voudrais néanmoins vous dire, Monsieur le Ministre, que comme très fréquent visiteur de votre pays - j'y étais encore récemment pendant une dizaine de jours - je suis fondamentalement d'accord avec toute votre analyse. Je crois que ce pays est en plein progrès sur de très nombreux plans et qu'il faut se féliciter des directions générales qui sont prises mais en même temps, nous nous posons beaucoup de questions dont il faut débattre.

Je vous remercie d'en avoir traité de manière aussi riche que vous venez de le faire.

M. FROMENT-MEURICE

Monsieur le Ministre, ma question concerne la politique extérieure et la position de la Russie dans certains problèmes balkaniques.

Au moment où le Secrétaire général des Nations Unies va ouvrir des négociations sur le statut du Kosovo, j'aurais voulu savoir quelle est la position de la Russie alors qu'une grande partie de la population réclame l'indépendance. Les Serbes voudraient maintenir l'appartenance à la Serbie. Alors, quelle position la Russie va-t-elle prendre ?

Merci.

UN INTERVENANT DANS LA SALLE

Monsieur le Ministre, bonsoir.

Aujourd'hui le gouvernement allemand a changé. Le précédent gouvernement entretenait de très bonnes relations en direction de la Russie, ce qui n'est pas le cas de la nouvelle Chancelière, ou du moins ce ne sont pas ses intentions.

Quel est l'avenir des relations Russie-R.F.A. ?

DIMITRI KE KOCHKO, JOURNALISTE AFP

Monsieur le Ministre, vous avez annoncé une conférence sur le Proche Orient à Moscou. Pouvez-vous nous donner quelques précisions ?

Comment cette idée a-t-elle été accueillie parmi vos partenaires ?

En avez-vous parlé au Président Chirac ?

Comment cette idée est-elle accueillie en Israël ?

Merci

SERGUEÏ LAVROV

Je vous remercie.

Je ne peux pas tout commenter.

Je rappellerai qu'un gouverneur corrompu n'est pas un phénomène purement russe. Les systèmes juridiques ont besoin d'être perfectionnés, pas seulement en Russie. Ce sont des problèmes que nous réglons, de même que nous sommes conscients des problèmes concernant les médias, j'en ai déjà parlé. Il n'est pas simple de passer d'une dépendance pratiquement totale des médias vis-à-vis des

oligarques, qui leur dictaient leur orientation, à une indépendance totale. C'est un passage qui se déroule naturellement, de même que le passage du pays à un état plus normal à mesure que la société civile se développe.

Nous sommes tout jeunes sur cette voie, et tout à fait conscients de ces problèmes, nous les voyons et nous sommes toujours heureux des conseils que nous donnent nos amis. Nous allons continuer d'œuvrer dans cette direction, je vous l'assure !

Nous allons faire en sorte de nous doter nous-mêmes d'un Etat normal, non pas pour plaire à quiconque mais pour nous. C'est un Etat russe qui va fonctionner selon ses propres lois, qui va fonctionner à partir du droit international et des accords que nous concluons avec nos partenaires, à leur bénéfice et au nôtre.

Cela concerne l'Ukraine, cela concerne la CEI, nous sommes tous souverains. Vous vous étonnez de ce que je n'ai pas parlé de l'Ukraine en matière de politique étrangère... Cela témoigne de l'intérêt que vous portez à ce pays, à cet espace...

Pour nous, l'Ukraine est un voisin proche, un ancien partenaire, un parent. Des millions de liens unissent nos deux pays. Tous en Ukraine parlent le russe. Près de la moitié de la population est russe, sur le plan ethnique. Essayer d'instaurer des barrières entre la Russie et l'Ukraine se heurtera au refus de la population de nos deux pays.

C'est un pays souverain qui, comme tout autre pays de la CEI a le droit de faire ses choix, de choisir ses modèles de développement, ses partenaires aussi bien en ce qui concerne les Etats que les organisations. Nous respectons ce choix, nous l'acceptons, comme relevant de la souveraineté de l'Ukraine.

Nous aussi, en ce qui concerne nos relations avec nos partenaires, nous opérons nos choix à partir de l'analyse de leur politique vis-à-vis de la Russie, compte tenu du fait que cette politique correspond à nos intérêts et se place dans le cadre du droit international... et, sans aucune sanction ni pression quelles qu'elles soient, nous déciderons comment nous allons continuer de progresser. Ainsi les questions d'intégration dans le cadre d'un espace économique unique : nous sommes prêts à les aborder. Si le nouveau gouvernement considère comme essentiel de renoncer à ce projet, cette décision lui appartient. Mais les avantages prévus dans le cadre de l'intégration ne pourront être maintenus pour les pays qui quittent cette intégration.

Ainsi va la vie et c'est phénomène naturel.

Il n'y a rien d'extraordinaire qui se produise aujourd'hui entre la Russie et l'Ukraine, tout est normal. Lorsqu'on s'est mis d'accord sur quelque chose, il faut l'appliquer.



En ce qui concerne le Kosovo, c'est un sujet dont nous avons parlé hier avec mon collègue, le ministre français des Affaires étrangères et au Conseil de coopération sur les questions de sécurité avec les ministres de la Défense des deux pays. Nous sommes également membres du groupe de contact, nous comprenons la nécessité d'en maintenir l'unité. Un consensus est en train de mûrir aujourd'hui sur un processus de négociation pour déterminer le statut définitif du Kosovo mais le groupe de contact s'entend pour dire que, parallèlement à ces négociations, il est nécessaire de continuer d'exiger de la direction du Kosovo, de l'Albanie que soient respectés les engagements formulés par la communauté internationale : sécurité, fin de la violence, droits des minorités et retour des personnes déplacées et des réfugiés. J'espère que cet accord du groupe de contact sera observé très strictement, que la pression politique nécessaire sera exercée dans cette direction et que les choses ne se limiteront pas à une indépendance donnée de façon précipitée ou sans fondement réel au Kosovo.

En ce qui concerne les Balkans, nous sommes en présence de la Republika-Serbska en Bosnie. Il existe des minorités albanaises en Macédoine et d'autres minorités. Toutes ces régions sont les foyers potentiels de problèmes liés à l'exigence des mêmes droits que ceux qu'ont obtenu les Albanais du Kosovo jusqu'à l'indépendance. Cela pourrait donner naissance dans les Balkans à des problèmes qui déborderaient sur des problèmes affectant le monde entier, dans les zones de conflits, par exemple sur le territoire de l'ancienne Union soviétique. Dans ces zones de conflits, certains dirigeants attendent de voir comment va se terminer le processus de détermination du statut du Kosovo. Nous n'avons pas ménagé nos efforts, nos partenaires et nous, pour donner ce droit aux Albanais du Kosovo. Nous sommes prêts à accepter leur choix quel qu'il soit mais il sera extrêmement difficile d'expliquer pourquoi les minorités d'autres Etats n'ont pas le même droit de voir respecter leur demande d'indépendance. Il s'agit toujours du problème du double standard et l'on ne saurait vivre dans un monde du « deux poids deux mesures ».

Je rappelle ici les résolutions du Conseil de sécurité qui doit contrôler ce processus de négociations. Le mécanisme de détermination du statut du Kosovo doit se faire par le biais de négociations avec Belgrade et la population du Kosovo comme cela a été prévu à la fin de la guerre contre la Yougoslavie.

En ce qui concerne la R.F.A. et son nouveau gouvernement, si j'ai bien compris, vous avez dit que le nouveau Chancelier n'a pas l'intention de développer la coopération avec la Russie. Ce n'est pas le cas. Le Président Poutine a rencontré Angela Merkel lors de son séjour à Berlin et elle a déclaré en public, entre autres, qu'elle avait bien l'intention de poursuivre un

partenariat avec la Russie dans tous les domaines dans lesquels ce partenariat se développe. Si votre question concernait la coloration personnelle des relations entre les deux pays, il est évident que les situations se suivent et ne se ressemblent pas. Des chefs d'Etats peuvent éprouver de la sympathie les uns pour les autres, avoir envie de discuter de choses et d'autres autour d'une tasse de thé...Il existe dans le monde actuel différentes nuances entre les dirigeants mais la direction fondamentale du partenariat entre la Russie et la R.F.A. – ou entre la Russie et la R.F.A. – ne dépend pas de personnalités qui peuvent venir au pouvoir dans tel ou tel pays. La base de ces relations est en effet si solide et l'intérêt national dans le développement de ce partenariat dans le domaine de la politique, des investissements, constitue une base si objective qu'elle ne dépend plus maintenant des désirs personnels de tel ou tel chef d'Etat. Cela est confirmé par les contacts que nous avons avec les partis qui aujourd'hui, mettent sur pied un nouveau partenariat en Allemagne.

En ce qui concerne le Proche Orient, une rencontre internationale a été décidée cette année lors de la visite de Poutine en Israël. L'essentiel est de ne pas laisser s'interrompre le processus de paix. Il est clair que pour Ariel Sharon, après le retrait de la bande de Gaza, il va être extrêmement difficile d'entamer des négociations pour organiser la poursuite de la feuille de route. Il s'agit d'attendre les conditions intérieures, politiques, qui permettent de poursuivre ces négociations mais une dynamique a été donnée par le départ d'Israël de la bande de Gaza. C'est une impulsion positive bien que de nombreux problèmes demeurent.

Je répète qu'une solution ne peut être trouvée aux problèmes du Proche Orient qu'au niveau de l'ensemble des pays de la région ; en témoignent les problèmes concernant les frontières libanaise et syrienne. Il y a quelques temps, à la conférence de Madrid, une décision a été prise concernant le règlement pacifique des problèmes impliquant Israël, la Palestine et la Syrie. Il a été décidé à cette occasion de constituer un groupe de travail sur les différents problèmes : environnement, migrations, emploi. Ce groupe ne s'était pas réuni depuis dix ans. Nous nous sommes dits qu'il serait opportun d'amener ce groupe à reprendre ses réunions, cela permettrait de remplir cette pause intervenue dans le règlement du problème du Proche Orient. Cela constituerait également une base rassemblant tous les pays de la région qui permettrait de progresser sur le front politique.

Notre projet de rencontre internationale a bénéficié du soutien des Allemands, de l'Union européenne, de tous les pays arabes. Les ministres des Affaires étrangères français et espagnol se sont exprimés sur ce sujet.

Israël ne s'oppose pas à cette idée mais nous demande de surseoir un peu au choix d'une date précise. Cela vient du fait qu'Ariel Sharon est confronté à des

difficultés en matière de politique intérieure. Il lui est actuellement difficile de prendre des décisions qui seront comprises comme de nouvelles concessions.

Notre action consiste aujourd'hui à préparer un tissu de nouvelles relations dans ce pays de manière qu'Israël et les pays arabes puissent se reconnaître les uns les autres et vivre dans des conditions de bon voisinage pour le bien de tous ces peuples.

Je vous remercie.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Merci, Monsieur le ministre, pour ces réponses précises et, j'ajoute, convaincantes. C'était une contribution extrêmement utile à ce dialogue dont nous sommes partisans entre la France - et, plus généralement, l'Europe - et la Russie, qui appartient d'ailleurs à l'Europe.

Sachez que nous sommes tout à fait conscients de l'importance de ce dialogue et résolus à la maintenir et à l'approfondir.

## *Deuxième partie*

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Le colloque proprement dit : « Où va la Russie ? » va s'ouvrir.

Sur le plan intérieur :

Quel type de démocratie ?

Monsieur Lavrov a apporté certains éléments de réponse. Il faut se souvenir que la démocratie en Russie n'est pas ce qu'elle est aux Pays-Bas ou en Allemagne, qu'elle ne se résume pas au suffrage universel.

Où en est-on, de ce point de vue, dans la construction d'un Etat de droit ?

Sur le plan extérieur :

Va-t-elle sur sa pente, celle d'un continent à lui seul ? On nous dit que la Russie se dépeuple mais elle est vaste.

Peut-elle vivre sur ses propres ressources ?

Se tournera-t-elle vers l'Asie, dans un partenariat avec la Chine, grande demandeuse d'énergie ?

Se tournera-t-elle vers les Etats-Unis ? Il semble que l'expérience des années 1990 ait contribué à ralentir l'enthousiasme initial.

Se tournera-t-elle vers l'Europe ? Rappelons que plus de la moitié du commerce extérieur de la Russie se fait avec l'Union européenne, tant pour les importations que pour les exportations. On parle de partenariat privilégié mais à un moment où l'Europe s'étend indéfiniment [ou, en tout cas, en manifeste l'intention], et alors qu'elle a cessé, semble-t-il, de se penser comme foyer de puissance, l'entrée de la Russie dans cette union très large est-elle imaginable ?

Moscou-Berlin-Paris ? On a beaucoup parlé de cette relation. Nous avons entendu Monsieur Lavrov à propos de l'accession à la Chancellerie fédérale de Madame Merkel.

Beaucoup de questions se posent. Pour y répondre :

Du côté russe :

Monsieur Evguenni Kojokine, historien, député, Directeur de l'Institut russe de Recherches Stratégiques.

Monsieur Alexeï Pouchkov, éditorialiste, commentateur de télévision, qui a dialogué avec la plupart des hommes politiques occidentaux

Monsieur Vladimir Pozner fait partie d'une vraie dynastie de journalistes - son oncle qui portait le même prénom était très connu en Russie - il dirige aujourd'hui une émission télévisée de grande écoute intitulée : « Les Temps ».

Du côté français :

Thierry de Montbrial, que je n'ai plus besoin de présenter. Il a effectué un voyage instructif en Extrême-Orient russe

Jacques Fournier enfin, Conseiller d'Etat honoraire, ancien Secrétaire Général du gouvernement, ancien Président de la SNCF, de Gaz de France qui accomplit de fréquentes missions de coopération en Russie, coopération qu'on pourrait qualifier d'administrative.

Thierry de Montbrial va lancer la discussion.

THIERRY DE MONTBRIAL
----------------------

Merci. Je rappellerai un certain nombre de données de base qu'il faut avoir présent à l'esprit lorsque l'on parle de la Russie. Je ferai ensuite quelques commentaires sur les propos du ministre des Affaires étrangères, puisqu'il a répondu par avance à de nombreuses questions qui auraient pu lui être posées. Enfin, j'aborderai la question des rapports de la Russie avec l'Union européenne et avec l'OTAN pour envisager les combinaisons envisageables dans l'avenir.

Tout d'abord l'immensité du territoire et le déclin de la démographie. La Fédération de Russie, telle qu'elle existe aujourd'hui, est un pays de 17 millions de km<sup>2</sup>, presque deux fois la superficie de la Chine ou des Etats-Unis. Or, la population de la Russie décroît. La Fédération perd chaque année 600 000 à 700 000 personnes, par décroissance naturelle et non par émigration. Par ailleurs, l'espérance de vie des hommes y est inférieure à soixante ans - de l'ordre de cinquante-sept ans - une situation comparable à celle des pays sous-développés. Ce sont là des problèmes gravissimes.

Il faut également rappeler deux caractéristiques de base :

- dans l'immensité russe qui s'étend à l'est de l'Oural (environ 11 millions de km<sup>2</sup>), la population est largement inférieure à 30 millions d'habitants. Elle est concentrée le long du transsibérien, se densifie dans certains endroits critiques de la Sibérie riches en ressources naturelles, puis sur la façade maritime. Une région comme le Primorsky krai dont Vladivostok est la capitale, a deux millions d'habitants, dont 700 000 à Vladivostok, alors que de l'autre côté de la frontière avec la Chine, se pressent des dizaines de millions d'habitants. On signalera aussi la proximité avec la

Corée du nord. On a donc là des différences colossales de potentiel en termes de population.

- la Russie est toujours un Etat multiethnique, une imbrication de peuples. Toute idée d'y appliquer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes - une conception idéologique du XIX<sup>e</sup> siècle - me paraît vouée à l'échec : M. Sergueï Lavrov y a fait rapidement allusion quand il a parlé de « deux poids, deux mesures ». La France n'est en effet pas (ou pas encore) un Etat multiethnique. Nous avons tendance à vouloir accorder l'indépendance à toutes les nations et à vouloir faire coïncider les Etats et les nations : c'est une démarche qui n'a aucun sens pour un pays comme la Russie. Il serait intéressant de tracer une carte où l'on aurait retranché toute les régions ou zones considérées comme minoritaires. Il ne subsisterait qu'une dentelle informe.

A ces problèmes fondamentaux, il faut ajouter deux remarques d'ordre historique. L'histoire de la Russie est celle d'une autocratie de plusieurs siècles à laquelle a succédé l'Union soviétique. Par conséquent, l'idée que la Russie puisse devenir du jour au lendemain une démocratie occidentale est absurde. Là aussi, Sergueï Lavrov y a fait allusion : nous devons être extrêmement attentifs à ne pas plaquer, par idéologie, des raisonnements fondés sur l'histoire très particulière qui est la nôtre. J'ai rappelé, avec quelque provocation, qu'à l'époque du Général de Gaulle - laquelle n'est pas si lointaine - alors qu'André Peyrefitte, le grand libéral dont nous saluons tous la mémoire, était ministre de l'Information, le degré d'indépendance de la télévision française n'était guère différent de celui des télévisions russes aujourd'hui.

Sur le plan économique enfin, la Russie a connu une situation dramatique puisque il y a eu effondrement de tout un système et la nécessité de reconstruire quelque chose de nouveau à partir de presque rien, sinon des ressources naturelles et d'un potentiel humain considérables. Le système soviétique a cependant laissé un héritage très riche en matières de recherche et d'éducation, héritage qui est peut-être en train de se dilapider un peu actuellement.

Sur les autres points abordés par le ministre, il faut faire preuve de réalisme. On a reproché à Poutine d'amorcer un retour à l'autocratie. Mais la période Eltsine, souvenons-nous en - c'était la « chienlit », la décomposition de l'Etat, le chaos. Il ne faut pas confondre démocratie, chaos et anarchie, de même qu'il ne faut pas confondre économie de marché et « laisser faire-laisser aller ». L'économie de marché fonctionne avec des institutions qui l'encadrent en matière monétaire, juridique, judiciaire, etc. Je ne suis donc pas choqué que Vladimir Poutine ait établi ce qu'il appelle la « verticale du pouvoir », à

condition bien entendu que la tendance générale aille vers plus de démocratie. De ce point de vue, ce qui va se passer en 2008 est très important. Poutine a dit à plusieurs reprises, y compris il y a un mois devant un auditoire restreint dont j'étais, qu'il ne se représenterait pas mais continuerait de servir la Russie. Tiendra-t-il son engagement ?

Le drame du Caucase, par exemple, n'est pas la manifestation d'un excès d'autoritarisme de la part du gouvernement russe, mais plutôt celle de la faiblesse de l'Etat, c'est-à-dire d'une très grande difficulté de faire fonctionner correctement les systèmes de police ou les systèmes militaires. Ceci nous renvoie à Clausewitz qui établissait un lien entre l'état du moral d'une population et l'état de ses armées ou de ses forces de police.

En matière économique, incontestablement, quiconque visite la Russie reconnaît qu'il y a progrès dans tous les domaines. Les activités économiques se développent considérablement. Le grand problème aujourd'hui concerne les PME. Pour survivre dans le système russe actuel, il faut être fort, pouvoir résister à tous les groupes et à l'Etat lui-même qui cherche à empiéter. De nombreuses petites entreprises pourraient normalement réussir mais périssent après peu de temps parce que le système ne les protège pas suffisamment. Tout cela prendra évidemment un certain temps pour se mettre en place.

Pour terminer, je voudrais faire quelques commentaires sur les relations de la Russie avec l'Europe. La question de savoir si la Russie est à la fois européenne et asiatique suscite toute une littérature sur le concept d'Eurasie. Hélène Carrère d'Encausse vient d'ailleurs de publier un livre intitulé « L' Empire d'Eurasie : l'histoire de l'empire russe de 1952 à nos jours ». Dans l'avenir prévisible, la Russie n'entrera pas dans l'Union européenne pour une raison très simple : elle ne sera pas candidate. M. Lavrov l'a dit clairement tout à l'heure : l'intérêt de la Russie est probablement pour un temps assez long de discuter de puissance à puissance tant avec l'Union européenne qu'avec l'OTAN. La question de l'adhésion ne saurait se présenter avant quinze ou vingt ans au minimum, si elle se présente.

En revanche, sur le plan géopolitique ou géostratégique, deux questions de base restent ouvertes, lesquelles vont largement déterminer l'avenir du continent eurasiatique.

La première est d'ordre intérieur et a deux volets : la croissance économique va-t-elle se poursuivre ? Quel est l'avenir de la tendance en faveur de la démocratisation dans le pays ? Divers scénarios sont possibles. Personnellement, je suis plutôt optimiste, mais je sais qu'il existe des points de vue différents.

Le second point est proprement géopolitique et se joue autour de l'Ukraine et d'autres pays pivots, par exemple la Moldavie (où j'étais la semaine dernière,

ainsi qu'en Transnistrie) : la Moldavie fait partie des questions très importantes pour l'avenir de l'Europe. Pour en rester à l'Ukraine, il y a *grosso modo* trois scénarios de base :

- l'un d'eux est que l'Ukraine bascule du côté de l'Union européenne. La Pologne ou la Lituanie s'y emploient ;
- un scénario diamétralement opposé serait le retour de l'Ukraine dans le giron russe ;
- on ne peut exclure le troisième scénario : l'éclatement de l'Ukraine.

Rappelons en effet que l'Ukraine est une entité géopolitique fragile, que toute l'Ukraine occidentale a été prise territorialement sur la Pologne après la Seconde guerre mondiale, que l'Ukraine orientale est largement russe, que la Crimée a été arbitrairement donnée par Krouchtchev en 1954 à l'Ukraine.

Dans la perspective d'un avenir paisible pour le continent eurasiatique, la meilleure situation serait celle où l'Ukraine maintiendrait son unité en ayant un pied des deux côtés et où l'on éviterait le faux choix : ou bien d'un côté, ou bien de l'autre.

Ce sont là quelques éléments de réflexion. La discussion qui va suivre permettra, j'en suis sûr, de les enrichir dans diverses directions.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Thierry, de tes remarques stimulantes.

Je donne maintenant la parole à Monsieur Evguenni Kojokine, Directeur de l'Institut russe de Recherches Stratégiques de Moscou.

EVGUENNI KOJOKINE

Merci, Monsieur le Président.

Je ne peux pas parler des questions stratégiques, dans le sens classique de la stratégie. Je vais évoquer des sujets ayant trait à la société civile en Russie.

J'ai choisi de traiter ce thème parce que selon les ouvrages savants sur la Russie, la société civile russe n'existe pas ou presque pas.

De mon point de vue, c'est une aberration dangereuse pour nous les Russes. Même à l'époque brejnévienne, il existait une société civile, bien sûr d'un type tout à fait spécifique. En Union soviétique, la société civile ne tentait pas de résoudre les problèmes auxquels s'attaquent les sociétés civiles américaine, française ou allemande mais il y eut toujours des organisations, bien souvent



sans reconnaissance légale qui participaient à la résolution de certains problèmes, surtout dans le cadre de l'économie déficitaire.

Si, par exemple, on voulait acheter des places pour une représentation dans un théâtre célèbre, le plus facile était d'entrer dans l'organisation qui s'occupait de ces tickets d'une manière quelque peu illégale. Il y eut aussi l'organisation des amis des chanteurs que le pouvoir communiste n'avait pas appréciés.

Aujourd'hui, nous avons une quantité d'organisations non gouvernementales en Russie. On peut énumérer six catégories que je présenterai par des exemples, pour ne pas être théorique :

Dans chaque école russe, il y a des associations de parents. Comme l'Etat ne subvient ni à l'entretien des locaux ni aux rémunérations des professeurs, ce sont ces associations qui collectent l'argent nécessaire. Cela existe partout.

Il y a aussi des associations de colocataires, dynamisées par la tragédie de l'automne 1999 quand deux immeubles ont été détruits par les bombes des terroristes à Moscou. Immédiatement, les Moscovites ont compris la nécessité de sortir de l'individualisme, de connaître les habitants de son immeuble. Et ils ont commencé à créer ces associations, peut-être naïves, qui, par exemple, ont embauché des concierges, ce qui n'existait pas en Russie. Aujourd'hui, à Moscou, à Saint-Pétersbourg, des concierges sont payées par les associations des occupants d'immeubles.

Ce sont des exemples d'associations qui ne sont pas officiellement enregistrées mais qui existent.

D'autres associations, dûment enregistrées, sont les associations élitistes, par exemple le Conseil de la politique extérieure et de politique de défense, célèbre à Moscou et dans les grandes villes. Alexeï Pouchkov et moi-même sommes membres de ce Conseil. Parfois, à l'étranger, on pense que c'est une organisation étatique. Pas du tout ! Il s'agit d'une organisation non gouvernementale malgré le fait que certains fonctionnaires en sont membres. Ce conseil prépare les rapports, organise des colloques, exerce un lobbying intellectuel auprès de l'administration présidentielle, auprès du ministre des Affaires étrangères, émet des critiques du gouvernement, parfois de gauche, parfois de droite, non seulement sur des sujets de politique extérieure et de défense mais aussi sur des sujets aussi importants pour nous que les problèmes de drogue.

On pourrait citer d'autres organisations du même type comme le Club Nikitsky qui tient ses sessions dans les bureaux de la Bourse de Moscou et réunit des entrepreneurs, des journalistes, des experts.

Cette catégorie embrasse les associations de scientifiques et d'autres associations d'intellectuels

Le troisième type regroupe les organisations du patronat. La plus célèbre est l'Union des industriels et des entrepreneurs russes, mais il y en a d'autres, comme l'association des managers, qui exercent aussi un certain lobbying auprès de l'Etat. De temps en temps, le Président rencontre les membres-clés de l'Union des industriels et des entrepreneurs Russes. Il n'est pas possible d'imaginer la société civile russe sans les organisations patronales.

Un autre type d'organisations sont construites sur une base technique. On a parlé du problème du dépeuplement de la Russie. Ce n'est pas tout à fait vrai. D'un côté, la mortalité très élevée est un vrai problème, mais d'un autre côté la Russie connaît une immigration considérable, surtout en provenance de Républiques de l'ex-URSS, d'Ukraine, de Moldavie, du Tadjikistan, aujourd'hui aussi d'Ouzbékistan où la natalité est énorme. Pour nous, il est relativement plus facile d'accepter ces immigrés que pour nos amis européens. Même les Ouzbeks ou les Tadjiks sont, dans une certaine mesure, de la même culture que nous. Ils parlent toujours russe. Bien souvent, jusqu'à aujourd'hui, ils étudient, à l'école, dans des manuels écrits par des professeurs russes. C'est pourquoi l'assimilation de cette immigration est assez efficace même si, bien sûr, elle pose des problèmes.

En ce qui concerne l'immigration chinoise, il ne faut pas surestimer les chiffres. Nos excellentes relations avec la Chine nous aident car l'Etat chinois ne favorise pas l'émigration chinoise vers la Russie, en tout cas, il n'y a pas de politique d'Etat. Néanmoins, la pression démographique existe et, de ce point de vue, je suis bien d'accord avec Monsieur de Montbrial.

Revenons à cette catégorie des organisations ethniques, comme, par exemple, à Moscou, l'immense diaspora arménienne. Il existe un Congrès russe des Arméniens. C'est une organisation efficace qui fait du lobbying politique, non seulement pour favoriser le « business » arménien, mais aussi pour améliorer les relations entre la Russie et l'Arménie. L'existence de ce Congrès a même poussé les Azéris à créer une association des Azerbaïdjanais de Russie. Il y en a d'autres, mais les plus puissantes sont les associations des Arméniens et des Azéris

Enfin les syndicats constituent un élément très important de la société civile. Je m'étonne souvent du quasi silence de nos médias sur ce sujet. On ne parle des syndicats que lorsqu'il y a des grèves, surtout des grèves de la faim. Mais des processus tout à fait intéressants se produisent au sein des syndicats. On assiste à une transformation très profonde de l'ancien syndicat soviétique qui s'est aujourd'hui diversifié malgré le fait que certains bureaucrates sont d'origine soviétique ; mais il y a d'autres problèmes.

D'autres syndicats sont nés après la disparition de l'Union soviétique.

En conclusion, je vais tout simplement citer les mots d'un ouvrier, membre du Syndicat des dockers du port de Kaliningrad : Le patron de l'établissement de ce port avait limogé tous les membres de ce syndicat, il s'en est suivi pas mal d'ennuis, des pertes de salaire et la majorité des membres ont quitté le syndicat. Seuls vingt-trois dockers sont restés dans le syndicat. Ils ont diligenté un appel devant la Cour suprême de Russie afin que la Cour suprême proclame le droit des hommes de se syndiquer dans ce port. La Cour suprême s'est prononcée en faveur de ce syndicat.

Je vais revenir à ce que répondait cet ouvrier à un journaliste qui lui demandait pourquoi il restait dans le syndicat, alors qu'il avait de la famille ... L'ouvrier répondit : « C'est vrai, j'ai une famille, j'ai un fils et, dans quelques années, mon fils sera à ma place, dans ce même port et je veux que ses droits soient mieux respectés que ne le sont aujourd'hui les miens. »

Je pense que la société civile en Russie n'est pas un mythe, c'est une réalité, une réalité difficile mais qui se développe.

Merci de votre attention.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur Kojokine.

Je donne maintenant la parole à Monsieur Alexeï Pouchkov, animateur d'une émission très connue : P.S. sur la Chaîne TV Centre à Moscou.

ALEXEÏ POUCHKOV

Merci beaucoup<sup>1</sup>.

Comme Thierry de Montbrial a abordé les tendances générales du développement de la Russie, et Evgueni a évoqué la société civile, je vais parler de l'évolution du pouvoir en Russie.

A propos de ce qu'a dit Evgueni, en tant que membre du Conseil créé par le Président Poutine pour développer la société civile en Russie, je suis réconforté de savoir que ça marche aussi bien. La société civile est vraiment en train de s'enraciner en Russie. Evgueni avait raison de remarquer que selon les spécialistes américains ou britanniques de la Russie, il n'y a pas de société civile

---

<sup>1</sup> Transcription non relue par l'auteur

en Russie. On ne peut leur en tenir rigueur car la Russie n'est jamais ce qu'elle paraît être. Il est très difficile de cerner la réalité russe.

C'est pourquoi nous rencontrons dans les mass média, dans les centres de russologie et même au niveau des administrations les questions récurrentes :

La Russie se détourne-t-elle de la démocratie politique ?

Se dirige-t-elle vers un autoritarisme politique ?

Je ne pense pas que ces interrogations doivent être évacuées car des questions réelles se posent concernant le développement de la démocratie en Russie. Mais, très souvent, ce ne sont pas celles qui sont posées par les Occidentaux.

A lire la presse occidentale, il y aurait des réformateurs et des conservateurs, des nationalistes et des pro-occidentaux.

Si le débat est présenté en ces termes, comme dans le *Washington Post* ou le *Wall Street Journal*, il est voué à l'échec car il ne permet pas de comprendre quoi que ce soit.

Qui est réformateur ? Poutine est un réformateur...mais il est aussi conservateur.

Je vais essayer d'expliquer cette réalité russe qui n'est jamais ce que l'on croit.

La Russie se rapproche-t-elle de la démocratie ou s'en éloigne-t-elle ?

Cette question doit être précédée d'une autre question :

Y avait-il une démocratie en Russie sous Monsieur Eltsine ?

C'est la question principale. Thierry de Montbrial a bien fait de dire que la démocratie, sous Eltsine, était un grand point d'interrogation. Des institutions politiques dites démocratiques ont été créées, mais s'agissait-il d'un processus démocratique accepté comme tel ? Non par le *Wall Street Journal* ou certains observateurs occidentaux très enthousiastes à l'égard de Eltsine ... mais par la population russe, ce qui est beaucoup plus important.

Pendant qu'Eltsine était au pouvoir, il y a eu des ébauches de démocratisation mais elles ont été détournées d'une manière très perverse. Ceci n'est peut-être pas surprenant dans une démocratie aussi jeune mais seuls les résultats m'intéressent et ils n'étaient pas très fameux. Vers la fin de la période Eltsine, le gouvernement était « privatisé » par les grandes oligarchies. Ceux qui dirigeaient la Russie n'avaient aucune légitimité pour cela : tel Monsieur Berezovski dont vous avez peut-être entendu parler, un oligarque qui réside à Londres depuis qu'il est entré en conflit avec Monsieur Poutine. Il n'est pas le seul à être en conflit avec le nouveau système. Il y avait la fameuse famille Eltsine, au sens large : une vingtaine de personnes la composaient. Ces gens (gendre, fille...) dirigeaient le pays, conseillaient Eltsine pour des décisions importantes sans aucune légitimité ni compétence.

Votre chercheur français, Emmanuel Todd, a dit dans son ouvrage : « *Le déclin américain* » que tous les pays sont dirigés par des oligarchies... Mais la population russe n'a pas aimé cela et, peu soucieuse de soutenir Eltsine, s'est prononcée contre ce pouvoir oligarchique. Quand il a quitté le Kremlin, le Président Eltsine avait un niveau de popularité très bas, presque aussi bas qu'en 1991, quand il a été élu. Il a commencé par 6% d'avis favorables, puis une attaque massive des mass média – que l'Occident jugeait tout à fait libres – les a fait monter, en cinq mois - sans que le Président changeât quoi que ce soit à sa politique sociale ou à sa manière de gouverner le pays – à 36%. Il s'agissait d'une manipulation massive de la volonté des électeurs : ceci a été confirmé par des instituts d'observation, l'Institut des mass média européens par exemple. C'était un des traits caractéristiques de la période Eltsine.

Eltsine a appelé au pouvoir des gens radicalement pro-marché mais l'économie de marché n'est pas l'économie du laisser-aller... ce qui était le cas en Russie.

Les journaux français écrivent qu'il est naturel que les Allemands n'aient pas aimé le programme radical d'Angela Merkel qui leur faisait peur, et qu'ils ont donné des voix aux sociaux-démocrates pour préserver leurs avantages sociaux. En Russie, c'était d'autant plus naturel que les gens sortaient du paternalisme communiste et, bien sûr, voulaient un système social fort. Quand Monsieur Gaydar, notre réformateur n°1 est arrivé au pouvoir, il a commencé des réformes qui ont été un choc énorme pour la population. Je suis très surpris que la population russe ait réagi de manière aussi calme, je pensais que les gens allaient descendre dans les rues, dévaster Moscou et chasser le gouvernement.

C'est pour ces raisons que la question : La Russie s'éloigne-t-elle de la démocratie ? est une question très relative. Il s'agissait d'une pseudo démocratie qui ne répondait pas aux désirs de la population russe.

En 1999-2000, il y a eu un retour de balancier. En 1991, le balancier était parti un peu trop loin du côté des réformes radicales, du côté des nouveaux droits des entrepreneurs, qui ont très vite forgé des fortunes énormes. Poutine, partant de l'anarchie, du chaos du système Eltsine, a relancé le balancier dans une direction qui paraît moins démocratique mais qui, au moins, apporte une réponse aux Russes.

On peut parler du contraste entre les deux hommes :

Eltsine était vieux, Poutine est relativement jeune pour un homme politique.

Eltsine était toujours malade, Poutine est en bonne santé.

Eltsine buvait beaucoup de vodka, Poutine boit très peu.

Eltsine aimait parler, il faisait beaucoup de promesses, Poutine est très réservé dans ses déclarations.

Mais la vraie différence est que le pays a vu en Poutine quelqu'un qui lui apporte une nouvelle politique. Les gens n'ont pas dit qu'ils ne voulaient pas de marché, ils n'ont pas dit qu'ils ne voulaient pas de secteur privé, ils ont dit :

Nous voulons un marché qui soit contrôlé.

Des fortunes peuvent se construire mais est-il acceptable que des gens se soient vu offrir d'énormes compagnies pétrolières par Eltsine, sans contrepartie ?

Pourrait-on augmenter un peu les impôts sur l'industrie du pétrole qui représente à peu près 40% du budget ?

Ce sont des questions légitimes. Quand je lis que le grand « business » va mal en Russie, je me demande comment il se fait qu'en 2000, le journal *Forbes*, une revue américaine très connue, citait huit Russes dans la liste des milliardaires, et que, cinq ans plus tard, dans une situation catastrophique pour le « business » russe, il y en a vingt-huit.

Ca démontre très bien que les Russes, et le pouvoir russe, sont plutôt contre les extrêmes :

Une économie de marché... mais pas le laisser-aller

Des gens qui s'enrichissent... mais pas dans un pays qui se dépeuple et où le niveau de vie est tellement bas que les gens ont du mal à survivre.

Poutine a commencé à remplir ce programme et c'est pourquoi ce retour de balancier a été accepté par la population russe.

Ce qu'a dit Poutine aux Russes, c'est que l'économie est la chose la plus importante, qu'il n'y aura pas de retour vers un régime dictatorial mais qu'il y aura, d'une certaine manière, plus d'interventions du gouvernement dans l'économie, dans le pétrole, dans les régions.

Si on considère ce qu'était la situation, dans ces domaines, sous Eltsine, on peut penser qu'il était nécessaire d'introduire un peu plus de gouvernement et d'ordre dans ces secteurs.

Poutine a été reconnu par la population comme un leader russe justement parce qu'il était porteur de ce nouveau message. Pendant ces années, il a fait des choses importantes. On s'interroge beaucoup sur la « verticale du pouvoir », sur son caractère démocratique ou non. Pour moi, je me pose des questions sur la sagesse de ce système quand je vois les gouverneurs « piqués » par le Kremlin pour être mis à la tête des régions. Puisque Poutine « pique » les gouverneurs-mêmes qui ont été élus, je ne vois pas la logique du système. La version du Kremlin est que, de cette manière, le pays va être géré de manière plus efficace.

Si je comprends bien le Président, son problème c'est que nous habitons un pays de 89 régions et 23 Républiques nationales. Ceci nécessite un pouvoir centralisé : quand Eltsine, en 1990, a dit aux Républiques nationales : « Vous pouvez obtenir autant d'indépendance que vous êtes capables d'en avaler »,

c'était, comme le disent les Anglais, « *a receipt for a disaster* », une recette pour le désastre, parce que la Tchétchénie a pris ces mots au sérieux et a choisi de quitter la Fédération de Russie. Si la Russie avait laissé partir la Tchétchénie, nous aurions assisté à d'autres scénarios de désintégration de la Russie.

Ce scénario n'est pas théorique mais très réel : on a vu en Yougoslavie une partition extrêmement sanglante. Peut-être cette partition pouvait-elle être réalisée autrement, mais la manière dont la Yougoslavie a été partagée ne doit pas être imitée en Russie.

En Russie, les populations sont extrêmement mélangées. Par exemple, le Tatarstan, supposément tatar, compte seulement 44% de Tatars, au milieu de 56% de Russes, Ukrainiens, Azéris, Juifs, Bachkirs ... S'il survient, au Tatarstan, une volonté de devenir une République indépendante, ça peut déboucher sur une guerre civile comme en Yougoslavie. Je me permets de vous rappeler le bilan de la guerre yougoslave : deux millions d'émigrés et 400 000 morts... Je ne pense pas que ce soit le prix à payer.

Si Poutine commet certaines fautes dans sa politique de « verticalisation » du pouvoir, je reste certain qu'une centralisation est nécessaire : le problème est de trouver les instruments efficaces, ceux qui permettraient de maintenir l'unité de la Russie.

La période présente est extrêmement importante pour l'avenir de la Russie. C'est une période de tensions sociales, politiques et nationales.

Tournons nos regards vers l'Europe. Elle s'est organisée dans les années 1950 ; avant cela, c'étaient les guerres, un éternel conflit. La plupart des victimes des guerres, dans l'histoire, ont été tuées en Europe. Puis l'Europe s'est organisée : l'Union européenne, le marché... il y a, certes, des problèmes, mais ça ne va pas si mal.

La Russie est aujourd'hui dans une phase d'organisation de cet énorme espace géopolitique et social, peuplé de cent vingt nationalités. Il faut lui donner un certain temps pour organiser cet espace. Si elle échoue, même les adversaires de la Russie connaîtront des problèmes...

Ce qui rend Poutine acceptable par la population russe, bien qu'il soit critiqué, c'est que les gens sentent que Poutine veut conserver cette union qui leur paraît indispensable : l'alternative à cette unité serait catastrophique.

A la question : « Où va la Russie ? », ma réponse est : tout dépend de la manière dont elle est dirigée... Si elle garde la direction actuelle, je pense qu'elle va vers un avenir meilleur. Si, par une nouvelle révolution, un clan d'oligarques venait au pouvoir, nous aurions un autre paradigme de développement et tout serait à craindre.

Je suis personnellement favorable à ce que la Russie aille vers un avenir meilleur.

Merci.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur Pouchkov, je donne maintenant la parole à Jacques Fournier

JACQUES FOURNIER

J'interviens dans ce débat avec beaucoup de modestie. Je ne suis pas un spécialiste de géopolitique et j'ai une connaissance de la Russie évidemment très inférieure à celle des autres intervenants et notamment de nos amis russes.

Je voudrais simplement apporter ici un témoignage. Mon premier contact avec la Russie est relativement récent, puisque je ne m'y rendis qu'à la fin du régime soviétique en tant que Président d'entreprise publique. C'est surtout depuis une dizaine d'années que je m'y rends très régulièrement pour des actions de coopération, tantôt avec une casquette européenne, pour deux projets européens : l'un sur l'Etat de droit, l'autre sur la fonction publique (qui se termine actuellement), tantôt avec une casquette française, dans le cadre des relations bilatérales franco-russes : j'ai coordonné pendant quelques années la coopération administrative française avec la Russie.

J'ai donc connu la Russie tant sous Eltsine que sous Poutine, ces dix dernières années, ce qui va me permettre de réagir à ce qu'a dit mon voisin. Mon regard est à la fois celui d'un citoyen, d'un homme de gauche, mais aussi celui d'un observateur des institutions, c'est celui-ci que je vais privilégier par souci d'objectivité.

Je voudrais dire d'abord un mot du cadre constitutionnel général avant de parler du sujet dont je me suis beaucoup occupé au cours de ces dernières années : la réforme de l'Etat en Russie.

**I - Sur le cadre constitutionnel**, je partirai de l'article 1<sup>er</sup> de la constitution du 12 décembre 1993 aux termes duquel « *La Fédération de Russie est un Etat de droit, démocratique, fédéral, ayant une forme républicaine de gouvernement.* »

J'en reprends les trois premiers termes : « *Etat de droit, démocratique, fédéral* »

Incontestablement, la Russie est aujourd'hui un *Etat de droit* en ce sens qu'il y a une constitution, un grand nombre de textes juridiques, peut-être trop... et des tribunaux chargés de les appliquer. Je crois cependant, sans rentrer dans les



détails, que dans cette situation globale d'Etat de droit, on discerne tout de même ce qu'on pourrait appeler des « zones grises »

- soit sur certains points du territoire : je pense en particulier à la Tchétchénie ;
- soit dans certains domaines d'activité : je me réfère ici au traitement de certains gros dossiers économiques comme celui de l'affaire Khodorovski ;
- soit, d'une manière plus diffuse, avec la dose de corruption qui subsiste dans les rouages de l'administration et des institutions russes. Cette corruption régresse sans doute mais le gouvernement en reconnaît l'existence et s'efforce d'ailleurs de la faire reculer.

En ce qui concerne la *démocratie*, là aussi, mon appréciation est en demi-teinte. Les bases existent : le suffrage universel, un équilibre des pouvoirs organisé par la Constitution entre le Président et les deux assemblées, un régime de libertés publiques. Ce qui manque le plus, de mon point de vue de citoyen de l'Europe de l'Ouest, pour ce qui est de la démocratie, c'est l'existence d'un véritable régime de partis.

On ne peut pas dire qu'il y ait aujourd'hui un régime de partis en Russie. A côté d'un Parti Communiste divisé et affaibli, des petits partis de centre droit libéral n'ont pas vraiment percé et des formations populistes de droite et de gauche recueillent des voix aux élections sans constituer une véritable alternative pour le pays. Au milieu, il y a un immense marais central dans lequel se forme et se reforme, au gré des circonstances, le parti du pouvoir.

J'étais dans une République du sud de la Russie d'Europe avant les élections législatives de 1999. A l'époque, tout le monde avait pensé que l'alliance Primakov (ancien Premier ministre) - Loujkov (maire de Moscou,) allait remporter les élections. Les dirigeants locaux, qui humaient l'évolution des choses à Moscou, s'engageaient, au moment où j'étais là-bas, en faveur de cette alliance. Mais, quelques jours plus tard, le parti du Président Poutine est apparu et il a rapidement pris l'avantage dans les sondages. J'ai constaté au bout de deux mois que les mêmes dirigeants, avant les élections, s'étaient ralliés au nouveau parti, qui l'a emporté haut la main, en maintenant d'ailleurs - cela rejoint ce qui a été dit tout à l'heure - les mêmes dirigeants locaux...

A mon sens cette absence de véritable régime de partis est le problème essentiel de la démocratie en Russie.

Les élections elles-mêmes se déroulent normalement, même si la campagne est largement dominée par le parti du pouvoir.

Au total on peut parler de « démocratie tempérée ». Je tempèrerai moi même ce que ce jugement peut avoir de négatif par deux observations.

La première est que la Russie n'est pas, et de loin, le seul pays qui ait ce genre de régime dans le monde.

La deuxième - et cela rejoint ce que disait Alexeï Pouchkov - c'est qu'elle n'a elle-même jamais connu un degré supérieur de démocratie, Ceci mérite d'être pris en considération.

Le troisième terme de la définition constitutionnelle c'est la notion de *fédéralisme*.

Là j'avoue m'être trompé.

J'ai cru, pendant la période eltsinienne, que la Russie était vraiment un Etat fédéral. Il me semble aujourd'hui que l'affichage fédéral est très largement un trompe l'œil.

La Russie compte, je le rappelle, 89 « sujets » :

- des provinces russes, qu'on appelle oblast ou kraï,
- des républiques qui se caractérisent par une population, une langue et une culture spécifiques,
- les deux grandes villes capitales, qui ont le rang de sujets : Moscou et Saint-Pétersbourg.

Pendant la période eltsinienne, toutes ces entités jouissaient d'une assez large autonomie et, comme il régnait une très vaste désorganisation économique, chacune prenait dans son coin les mesures nécessaires, sans trop demander de directives à Moscou.

Par ailleurs, on avait commencé à conclure entre l'Etat central et les Républiques un certain nombre de traités, qui allaient au-delà de la Constitution, pour leur donner des pouvoirs supplémentaires, en matière de diplomatie par exemple.

Enfin, chacune de ces Républiques cultivait son identité, élisant au suffrage universel des présidents ou des gouverneurs qui avaient une réelle assise locale.

L'arrivée du Président Poutine marque un changement.

C'est l'affirmation de la « verticale du pouvoir ».

C'est la création des Polpreds, sept super préfets pour tout le territoire de la Russie, qui supervisent chacun un certain nombre de régions ou de Républiques.

C'est, après la dernière élection présidentielle, la modification des conditions d'élection des membres du Conseil de la Fédération qui représentent les régions auprès du pouvoir central et la modification du mode d'élection des gouverneurs qui, désormais, au lieu d'être élus au suffrage universel, sont proposés par le Président de la Russie à l'assemblée du sujet considéré.

C'est là que je me suis aperçu, en tant que juriste - j'aurais dû le faire plus tôt, je confesse mon erreur - que le fondement constitutionnel du fédéralisme n'existe pas en Russie. On peut, par une simple loi, votée par la majorité acquise au Président, modifier cet élément essentiel du fédéralisme qu'est le mode de

désignation des dirigeants des Etats fédérés. Dans un véritable Etat fédéral, au sens juridique du terme, cette possibilité-là n'existe pas, il faut modifier la constitution, et cela suppose l'accord de la totalité ou d'une partie des Etats.

Nous sommes en France dans un Etat unitaire décentralisé. Imaginons les réactions si le Président Chirac, s'appuyant sur l'UMP qui dispose d'une large majorité à l'Assemblée nationale, faisait voter une loi lui donnant le pouvoir de proposer aux conseils régionaux et aux conseils généraux le choix de leurs présidents. Il est évident que cela n'irait pas sans susciter d'immenses remous.

C'est bien pourtant ce qui s'est passé en Russie, prétendument Etat fédéral.

La semaine dernière, j'étais à Moscou. On présentait dans la presse anglophone un nouveau projet (« *small but important bill* ») qui venait tempérer cette disposition en donnant au parti qui avait obtenu la majorité aux élections le pouvoir de « proposer » lui même le nom du gouverneur que le Président allait suggérer à l'assemblée, mais sans que celui-ci soit tenu de le suivre !

Dans le même temps, la province de Iaroslav, qui avait manifesté l'intention d'engager un recours constitutionnel contre cette disposition, y a finalement renoncé.

Il est difficile dans ce contexte de parler de fédération. Ce n'est peut-être pas un mal, compte tenu de la taille du pays et des risques centrifuges auxquels on a fait allusion tout à l'heure. C'est, au demeurant, tempéré par les clientélismes locaux et, dans le cas des Républiques, par le maintien d'une identité culturelle.

En tant qu'ancien dirigeant d'une entreprise ferroviaire, une image me paraît caractéristique : toutes les gares du pays affichent l'heure de Moscou, même à Irkoutsk où j'étais récemment, au milieu de la Sibérie, plusieurs fuseaux horaires à l'est de Moscou. C'est un peu de cette manière, à l'heure de Moscou, que fonctionnent les institutions du pays.

**II - J'en viens maintenant à ce que j'ai suivi de plus près au cours des dernières années, à savoir les réformes administratives.**

Il est évident que la fin du communisme et le passage à l'économie de marché devaient entraîner la transformation de l'Etat en Russie. On est passé d'un Etat planificateur et producteur au service du Parti, à un Etat qui se veut régulateur de l'économie de marché dans un régime démocratique. Cette transition rendait nécessaires trois évolutions :

- Une évolution dans les fonctions exercées (passer de la planification à la régulation) ;
- Une évolution dans les organes chargés de mettre en œuvre ces tâches ;
- Une évolution dans les principes de fonctionnement du système.

Ces trois chantiers ont été ouverts par les autorités russes au cours des dernières années

*Sur les fonctions*, les Russes se sont livrés à un vaste inventaire. Une commission a été créée qui a inventorié plus de 5000 fonctions étatiques selon une méthodologie qui venait de la Banque mondiale. Parmi celles-ci on a essayé de distinguer celles qui devaient être supprimées, celles qui devaient être transférées à d'autres autorités, celles qui devaient être conservées avec ou sans modification. Périodiquement, des trains de décisions donnent suite aux propositions concernant les fonctions.

Un travail analogue a été mené en direction des entreprises unitaires qui sont en quelque sorte l'équivalent de nos établissements publics : ce sont les sociétés d'Etat qui n'ont été ni transformées en sociétés commerciales ni privatisées. Ce travail se poursuit.

*Sur les structures* des organes du pouvoir, une réforme drastique de l'exécutif fédéral a eu lieu au printemps 2004, juste avant les dernières élections présidentielles.

Auparavant, il y avait, au niveau de l'exécutif fédéral - ce qui correspond chez nous au gouvernement - une soixantaine d'organes distincts : vingt-sept ministères, des comités d'Etat, des services fédéraux, des agences qui avaient le rang de ministères. Le gouvernement était très lourd : il comportait cinq « vice-premiers ministres » parmi lesquels deux « premiers vice-premiers ministres » chargés d'assurer la coordination en son sein.

La réforme a été radicale : l'exécutif russe a maintenant une structure uniforme, applicable dans tous les secteurs, avec trois types d'organes :

- des ministères qui définissent les politiques et préparent les textes ;
- des agences qui délivrent les prestations ;
- des services chargés des tâches de surveillance et de contrôle.

Treize ministères, désormais, coordonnent les agences et les services qui dépendent d'eux. Dans le même temps a eu lieu une réduction de la hiérarchie à l'intérieur de chaque ministère. Il y avait une multitude de vice-ministres, il n'y en a plus en principe que deux par ministère.

Une simplification des structures a aussi été opérée à l'intérieur des deux organes centraux. En France, c'est le cabinet du Premier ministre et le Secrétariat général du gouvernement qui coordonnent, à Matignon, l'action gouvernementale, le Président de la République n'ayant qu'un *staff* relativement réduit. En Russie, il y a d'un côté l'administration présidentielle (au Kremlin), de l'autre côté l'appareil du gouvernement (auprès du Premier

ministre). Ce sont deux structures très importantes qui ont, l'une et l'autre, été simplifiées mais qui continuent à occuper des effectifs considérables.

Enfin, *sur les principes de fonctionnement*, tout un système de nouvelles lois sur la fonction publique est en cours d'intervention, un peu comme nous l'avons fait en France à partir de 1983 avec nos lois sur le statut général des fonctionnaires et sur les trois fonctions publiques (de l'Etat, territoriale, hospitalière).

En Russie, une loi de 2003 réforme le « système » d'ensemble de la fonction publique. Une loi sur la fonction publique civile (sur laquelle nous avons travaillé) a été votée en 2004 et d'autres lois sont en préparation sur ce qu'on appelle les administrations « de force » (notamment la police) et sur la fonction publique municipale.

Dans le même temps, on essaye d'introduire de nouveaux principes de fonctionnement aujourd'hui en vogue dans tous les milieux où on discute de science administrative : le management à la performance, la rémunération au mérite.

A partir de là, une nouvelle étape est prévue. A Moscou, la semaine dernière, on parlait d'une nouvelle « conception » (ce qui correspond, dans la terminologie russe, à un rapport préparatoire à une nouvelle législation) pour les actions de réformes administratives à mener dans les trois prochaines années. L'un des objectifs - je l'indique au passage parce que ça me paraît assez caractéristique - est de faire augmenter les notes attribuées à la Russie dans un indicateur de bonne gouvernance établi par la Banque mondiale. Il devrait passer de 48 /100 à 55/100 en 2008 pour l'indice d'efficacité de la gouvernance et de 30 à 60 pour l'indice de qualité de la régulation.

Sur quoi tout ceci va réellement déboucher ? C'est difficile à dire.

Je voudrais, à ce stade, faire *quelques observations très rapides* :

- sur l'inspiration des réformes
- sur leur champ
- sur leur conduite
- sur les conditions de leur mise en oeuvre

Pour ce qui est de *l'inspiration des réformes*, les responsables russes vont chercher leurs modèles tous azimuts, en Europe, aux Etats-Unis, en Asie (Japon, Corée...). Ils vont aussi - c'est intéressant - dans les pays de l'ex mouvance soviétique. Ils sont fortement influencés par le courant du « nouveau management public » à la sauce néozélandaise, avec les idées d'autonomie de

gestion, recherche d'indicateurs, rémunération au mérite, outsourcing, marchés internes aux administrations.

Mais cette orientation se heurte à une tradition juridique russe qui reste très formaliste, avec sur tous les points l'exigence de textes qui laissent peu de marge d'autonomie aux fonctionnaires. D'un côté on marque la volonté d'introduire de nouveaux systèmes de management mais, dans le même temps, nous avons passé des mois à discuter du contenu des « règlements de travail », pièce essentielle de la nouvelle loi sur la fonction publique civile. Ces règlements sont applicables à chaque fonctionnaire et il fallait en déterminer le plan et les principales rubriques.

Il est prévu maintenant de faire des lois sur les règlements administratifs et sur les standards de services, toutes choses qui risquent de figer les situations dans un contexte qui devrait être au contraire très évolutif.

Cette contradiction me donne à penser qu'après tout l'exemple des pays de l'Europe continentale n'est pas si mauvais pour la Russie. Nos pays essayent justement de concilier une administration relativement structurée, une tradition juridique forte et des réformes comme celle que nous menons en ce moment en France avec la LOLF. Je note à ce propos que cette réforme a suscité un grand intérêt en Russie. L'encre de notre loi était à peine sèche ici que déjà on nous demandait d'en parler là-bas.

Un second problème est celui *de la conduite des réformes* qui n'est pas exempt de tensions internes.

On s'aperçoit que la simplification opérée l'an dernier a laissé subsister des structures complexes, notamment en ce qui concerne le pilotage des réformes administratives.

Il y a toujours un double pilotage central avec la coexistence de l'administration du Président, (au sein de laquelle a été créée une direction de la fonction publique mais dans laquelle la direction juridique intervient aussi sur ce sujet) et de l'appareil du gouvernement, dont le responsable a rang de ministre.

Plusieurs ministères sont concernés : l'un - qui est un peu la tête chercheuse libérale - est le ministère du Développement économique et du Commerce ; un autre, plus traditionnel, le ministère de la Santé, a hérité des attributions du ministère du Travail lequel lui-même s'occupait de la fonction publique à l'époque soviétique (puisque'il n'y avait pas de distinction entre public et privé dans le régime du travail) ; enfin, comme partout ailleurs, le ministère des Finances a son mot à dire.

Les orientations sont définies au sein de commissions qui réunissent les uns et les autres et qui rapportent ensuite devant le Président et le gouvernement.

Une réflexion a été engagée sur la proposition de créer un Ministère de la Fonction publique, mais elle ne me semble pas près d'aboutir.

*Sur le champ des réformes*, en troisième lieu, il me semble que les évolutions décrites concernent essentiellement, jusqu'à présent, le niveau fédéral. Dans la plupart des sujets de la Fédération les choses sont moins avancées.

Des expériences sont en cours dans certaines régions pilotes : Samara, Saratov, la République de Thouvachie, le Kraï de Krasnoïarsk, la région de Taymir, dans le nord de la Sibérie. Nous y sommes allés. On y rencontre un grand appétit pour des informations comparatives, une ouverture certaine aux réformes. Mais il y a en même temps un manque de moyens et les informations circulent mal au sein du système administratif russe. Quant à ce qui se passe ailleurs je ne peux pas en parler mais je ne suis pas sûr que cela aille très loin pour le moment.

Ma dernière observation, qui rejoint ce que nous a dit Monsieur Kojokine à propos de la société civile, concerne *les conditions de la mise en œuvre des réformes*.

C'est, pour moi, le trait le plus surprenant. Des réformes de cette ampleur posent évidemment problème. On touche à la culture, il faut faire évoluer les comportements, ce qui appelle la communication, le dialogue, la discussion, en particulier avec les agents publics concernés.

Or, pendant toute la période où j'ai travaillé là-bas, je n'ai jamais entendu le mot « syndicat » sortir de la bouche d'un de mes interlocuteurs. Certains ministres français de la fonction publique seraient peut-être fort heureux de se trouver dans un tel contexte. Je ne suis pas sûr qu'ils auraient raison... Chez nous, dès qu'il est question d'une réforme on s'inquiète de la réaction des syndicats... Là-bas, on ne m'en a jamais parlé !

Quand moi-même ou d'autres essayons d'insister sur la nécessité du dialogue social interne à l'administration, nous avons l'impression de parler dans le vide.

On a bien vu les inconvénients de cette situation lors de la réforme des structures des administrations fédérales de l'an dernier. Le bouleversement a été brutal. Il est intervenu sans information ni concertation préalable. Il en est résulté pendant plusieurs mois une situation de grand désordre dont, heureusement, on est maintenant sorti.

Ceci me ramène à mes remarques initiales sur les institutions. Elles sont fortement marquées par la personnalité du Président. Il a cherché à affirmer son autorité, en direction des régions, vers les oligarques, sur les administrations.

Mais les particularismes demeurent, aussi bien sur le plan sectoriel qu'au niveau géographique.

La verticale du pouvoir n'est pas vraiment rectiligne.

Voilà ce que j'avais à dire sur le sujet précis des institutions. Je me réserve de développer d'autres points si la suite du débat m'en donne l'occasion.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Jacques, la parole est maintenant à Monsieur Vladimir Pozner, directeur de l'émission « Les Temps » à Moscou.

VLADIMIR POZNER

Ce que je trouve intéressant, c'est que personne n'a répondu à la question : « Où va la Russie ? ».

Je vais essayer d'y répondre. Il y a des instruments différents qui permettent de porter un jugement : l'économie, la politique aussi, certainement. Mais puisque je travaille dans les médias, je préfère me servir de cet instrument-là pour juger, tenter de déterminer où va la Russie du point de vue de la démocratie. C'est la question qui m'intéresse le plus.

Le ministre, Monsieur Lavrov, a dit qu'il existe en Russie plus de 3000 organismes de télévision et radio, plus de 46000 journaux, que seulement 10% d'entre eux appartiennent au gouvernement ou à l'Etat et que, naturellement, il n'est pas possible de contrôler un tel nombre de médias. Ce qu'il n'a pas dit, c'est que ce n'est pas nécessaire : il suffit de contrôler quelques médias.

Aujourd'hui, la presse écrite, en Russie, ne joue pas un grand rôle dans la formation de l'opinion publique. Les gens lisent peu, d'un côté parce que beaucoup sont pauvres et ne peuvent pas se permettre d'acheter la presse, d'un autre côté, la presse a beaucoup changé.

La radio existe mais n'a pas le même poids que la télévision. Je parle là de la télévision nationale, des chaînes. Il n'y en a pas cinq ou six comme l'a dit Monsieur Lavrov, mais, en réalité seulement trois. La Deuxième chaîne, qui est une chaîne d'Etat, la Première n'est pas officiellement chaîne d'Etat, mais la majorité appartient à l'Etat, enfin la Quatrième.

Il y a eu un changement très net avec l'apparition de Monsieur Poutine, avec un contrôle exercé, très clairement, en ce qui concerne les informations.

Au temps de Eltsine, quand ces chaînes étaient privées, il est vrai que les oligarques se servaient de la télévision à des fins politiques :



Avant les élections de 1996, quand Eltsine a commencé avec un soutien de 6%, certaines personnes ont décidé de l'aider à regagner sa popularité. Il faut se rendre compte que Monsieur Zouganov était alors le candidat du Parti communiste, et pour beaucoup de journalistes en Russie, il n'était pas envisageable de voir les mêmes communistes revenir au pouvoir, interdire toute parole, dans une absence totale de démocratie, comme au temps de Brejnev. Oui, il y a eu cet effort qui a eu des conséquences néfastes, en fin de compte, pour les journalistes et la télévision, mais du point de vue humain, on peut comprendre pourquoi ça s'est passé comme ça, pourquoi on ne voulait pas permettre à Zouganov de gagner...et il aurait gagné car il bénéficiait du soutien d'au moins 30% de la population.

Je me souviens avoir interviewé Monsieur Eltsine quand il n'était pas encore président, en 1999. Je lui avais demandé :

« Etes-vous démocrate ? »

Il m'avait répondu :

« Non, vous savez bien où je suis né, vous savez dans quelle société j'ai vécu, vous savez à quel parti j'appartenais...Non, je ne suis pas démocrate. Peut-être apprendrai-je un jour ce qu'est la démocratie... »

C'était une réponse honnête.

La grande majorité de la population russe est soviétique. Les changements, la Perestroïka, ont commencé en 1985. Ceux qui avaient vingt ans en 1985 ont fait leurs études dans une école soviétique, ils ont vécu dans une société soviétique, ils ont été formés en Union soviétique. Aujourd'hui, ils ont quarante ans, ce sont des soviétiques.

La population de la Russie est-elle démocrate ? Non, elle n'a pas cette expérience, il n'y a pas eu de démocratie en Russie. Ca ne s'apprend pas en quinze ans.

Dans quelle direction va le pays ? S'il est vrai qu'après Eltsine il fallait faire quelque chose - le pays était en plein chaos, on ne savait pas où on allait - cette « verticale du pouvoir » et le contrôle des médias actuels ne conduisent pas à la démocratie. C'est même une habitude qui devient de plus en plus acceptée par la population. Aujourd'hui, les sondages montrent que 63% de la population sont favorables à la censure. On dira que c'est la télévision elle-même qui doit être blâmée pour cela parce qu'elle montre des choses que les gens n'aiment pas voir. Mais l'idée même de considérer une censure comme nécessaire démontre une absence de pensée démocratique.

Ces constats me préoccupent beaucoup. En Occident, on ne comprend pas très bien ce qui se passe en Russie, on tente toujours de plaquer le modèle occidental et on s'étonne : pourquoi ne sont-ils pas comme nous ? Ils ne peuvent pas être comme en Occident : leur histoire, leur culture, leur religion sont tout à fait

différentes. D'un autre côté, quand on dit qu'il semble qu'il y ait un recul de la démocratie en Russie, je crois que c'est vrai si on regarde les médias.

Sur les trois grandes chaînes, pas en général [dans la presse écrite, on trouve tout : pro et anti Poutine, communistes, et même fascistes], on remarque des tabous :

On ne parle pas de la Tchétchénie ... ou seulement en termes positifs.

Il y a des gens qu'on n'invite pas à la télévision... ce n'est pas défendu... mais on sait qu'on ne doit pas les inviter.

Il y a des coups de téléphone aux PDG, aux dirigeants des chaînes... ce n'est pas officiel.... Ils ne viennent ni du gouvernement, ni du Parlement, ni du Sénat... mais de l'administration du Président où il y a des gens qui donnent des instructions sur ce qu'il faut faire ou ne pas faire.

Pour moi, le mouvement démocratique en Russie est aujourd'hui en danger. Ca ne veut pas dire que ça ne peut pas changer... mais quand il n'y a pas de vrai parti, pas de véritable opposition et quand les médias influents ne donnent pas de vrai choix, c'est un danger. Et quand vous avez, en plus, une population qui ne veut pas choisir, qui n'est pas habituée à choisir...

[Une anecdote : Je me souviens qu'en 1985 ou 1986, au temps de l'Union soviétique, une revue de cinéma avait publié deux articles sur un même film : un article positif et un article très critique. La rédaction avait été submergée de courriers de lecteurs irrités : « Dîtes-nous si le film est bon ou mauvais ! ».]

L'habitude du choix n'existe pas et la démocratie demande qu'on fasse des choix. Ni la population, ni le Président, ni le gouvernement, ni les journalistes n'y sont habitués. Dans ces conditions, le mouvement ne va pas aujourd'hui vers la démocratie. C'est ce que je sens.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Merci, Monsieur Pozner, pour cette intervention très intéressante, comme toutes celles qui ont précédé, bien que sur des modes et avec des perspectives différents.

L'Association pour la Fondation « Res Publica » a choisi de s'interroger sur l'avenir de la Russie, car il nous semble que l'immense problème de la Russie, nation indispensable, aurait dit Madame Allbright [elle l'a dit à propos des Etats-Unis mais la Russie est aussi une nation indispensable], n'est pas toujours traité en France avec la hauteur de vues nécessaire, mais souvent à travers le prisme de considérations héritées de la période soviétique.

M. Vladimir Pozner s'interrogeait à l'instant sur le sens de l'évolution : « Où va la Russie ? » précisant qu'on n'avait pas encore répondu à cette question. Mais la réponse est très difficile si on ne prend pas un peu de recul, car il n'y a pas de réponse autrement que dans la longue durée. Or, la Russie d'aujourd'hui n'est pas l'Union Soviétique. C'est faire une grave insulte au bon sens de faire comme si, en quinze ans, rien n'avait changé. Faut-il rappeler d'ailleurs que l'URSS s'est défaite pacifiquement, évènement exceptionnel dans l'Histoire des Empires, par l'effet d'une politique mise en œuvre délibérément, au nom des « valeurs universelles », par son dernier dirigeant, Mikhaïl Gorbatchev ? La transformation de l'URSS en CEI (Communauté des Etats indépendants) s'est faite au prix d'effusions de sang très minimes. Héritière de l'arsenal nucléaire soviétique, la Russie a montré enfin un comportement éminemment responsable en ne favorisant pas, bien au contraire, la dissémination nucléaire.

Inversement, et M. Pouchkov l'a fort bien dit, les thérapies de choc administrées à la Russie tout au long des années quatre-vingt-dix ont entraîné un appauvrissement considérable. Le produit intérieur brut a chuté de près de moitié. La désintégration complète de l'Etat menaçait. Un retour en arrière violent eût été possible en 1999. Il n'a pas eu lieu. Vous avez évoqué la possibilité que M. Ziouganov soit élu. Cela ne s'est pas produit.

Nous observons, incontestablement, un sens de l'évolution. Evidemment, il est très difficile de répondre à la question de manière définitive.

Je voudrais rappeler à Jacques Fournier que la République française a été dirigée de 1880 à 1914 par un grand parti du centre, le parti des opportunistes, qui rejetait les extrêmes sur ses bords. C'est un exemple tiré de ce qui s'est passé dans notre histoire.

C'est dans ce contexte, me semble-t-il, qu'il faut tenter de juger la tentative de Vladimir Poutine de restaurer l'Etat et de moderniser l'économie russe. Va-t-il réussir ? Je n'en sais rien. Je suis beaucoup moins bien informé que tous ceux qui se sont exprimés ici, bien que je sois allé en URSS pour la première fois en 1964, que je sois retourné en Russie il y a quelques années et que j'aie donc pu observer certaines transformations. Nous sommes évidemment en présence d'un régime autoritaire mais qui laisse place aux forces du marché dans l'ordre économique et à des formes d'opposition minoritaires et un peu dispersées dans l'ordre politique, et qui autorise enfin l'espoir que puisse se constituer dans l'espace russe un véritable Etat de droit.

Je comprends bien que c'est très difficile. J'ai bien entendu ce qu'a dit Monsieur Pozner. Du point de vue de l'Europe, nous n'avons pas intérêt à ce que la Russie verse dans le chaos. Il me semble que nous devons l'encourager,

autant que possible, à aller dans la direction où elle déclare vouloir se diriger : une économie modernisée, une société démocratique, un Etat de droit. Peut-être en sommes-nous encore éloignés, à l'aune de critères que notre propre expérience devrait nous amener d'ailleurs à relativiser. Mais ce qui compte, c'est le sens de l'évolution et il me semble que sur quinze ans, ce sens n'est guère contestable, si nous voulons bien ne pas mythifier la période Eltsine, comme si elle avait été un âge d'or de la démocratie.

Je voudrais d'abord exprimer ma conviction : Pont entre l'Europe et l'Asie, de loin le pays le plus étendu du monde avec ses 17 Millions de km<sup>2</sup>, *la Russie est une nation indispensable à la paix sur notre continent et à l'équilibre du monde.*

Ses atouts sont grands, son peuple et sa culture d'abord, ses richesses naturelles, notamment énergétiques, ensuite.

Ses handicaps le sont aussi, comme l'a fort bien rappelé Thierry de Montbrial, liés à la géographie et au climat, ainsi qu'à une hétérogénéité certaine : 180 nationalités sont reconnues à l'intérieur de la Fédération. Mais il n'y a pas de paix et de développement concevables dans l'espace russophone, dans le Caucase et en Asie Centrale, sans une Russie qui aura durablement trouvé le chemin de la prospérité économique et celui d'un Etat de droit dont l'affermissement sur la base de règles stables et incontestables, conditionne d'ailleurs à long terme l'essor des forces productives.

Engagé dans une transition économique difficile, confrontée à un déclin démographique préoccupant, ayant à concilier le principe d'une citoyenneté russe égale pour tous et une réalité multinationale bigarrée, où les peuples à majorité religieuse musulmane, occupent une place importante – un bon dixième de la population totale –, *la Russie a besoin de l'Europe*, comme l'Europe d'ailleurs a besoin de la Russie.

*La Russie a besoin de l'Europe.* Le peuple russe est un peuple européen. Si la religion orthodoxe et l'alphabet cyrillique sont venus de Byzance, tout l'effort de la Russie, de Pierre Le Grand à Lénine a été tourné vers l'Europe. Rejoindre l'Europe a toujours été le tropisme de l'Histoire russe. La culture russe est d'un apport inestimable à la civilisation européenne. Si la Russie est incontestablement eurasiennne, sur le plan géographique, il faut rappeler que c'est à partir de l'Europe qu'ont été pénétrées les immensités sibériennes et l'Asie Centrale.

Or, aujourd'hui le défi principal pour la Russie est de *réussir sa modernisation économique*, comme l'a rappelé M. Lavrov. Les taux de croissance enregistrés depuis 1998 (environ 6% par an), l'excédent commercial (183 Milliards de dollars d'exportations pour 96 Milliards d'importations), l'excédent budgétaire (4 % du PIB) et le désendettement extérieur (le service de la dette n'absorbe que 7 % des recettes d'exportations) forment *un tableau positif qui ne doit pas cependant dissimuler les ombres*: Après une dévaluation salubre en 1998 qui avait fouetté l'essor de la production intérieure, notamment le secteur des industries légères, l'appréciation continue du rouble – près de 80 % depuis lors, sous l'effet de l'afflux des devises rapportées par les hydrocarbures et de la dépréciation du dollar – a favorisé la croissance trop rapide des importations au détriment des producteurs russes.

Dans le même temps la productivité du travail ne s'élevait en effet que de 40%. L'investissement (18 % du PIB) reste trop faible, compte tenu des immenses besoins liés à l'obsolescence de la plupart des équipements. Le PIB est d'ailleurs loin d'avoir retrouvé le niveau de 1990. Plus de la moitié des investissements enfin est concentrée dans le secteur des hydrocarbures.

Dans ces conditions, la Russie qui fait plus de la moitié de son commerce extérieur avec l'Union Européenne (52,8 % des importations et 50,4 % des exportations en 2004) a *un besoin impérieux des investissements et du savoir-faire européens*.

Bien entendu elle doit d'abord compter sur elle-même. Le relèvement heureux du pouvoir d'achat des salariés, des retraités et des fonctionnaires et notamment des professeurs peut contribuer à nourrir la croissance. Encore faudrait-il que la Russie ne s'enferme pas dans un système d'économie rentière où l'appréciation du rouble pénaliserait tout le reste de la production, en dehors du secteur pétrolier et gazier. *Un taux de change plus faible et un blocage des prix internes de l'énergie conditionnent le développement des industries manufacturières*: telle est la conclusion d'une étude fort intéressante du professeur Jacques Sapir (juin 2005). Pour attirer les investissements de l'Europe sur son territoire, la Russie doit à la fois devenir une plate-forme compétitive notamment vis-à-vis des pays de la CEI et développer son propre marché intérieur par une politique de croissance ordonnée des revenus, mettant l'accent sur la réduction des inégalités sociales et régionales. Un recours accru à l'euro (actuellement 7 % des échanges extérieurs russes seulement) faciliterait le rapprochement avec l'Europe, en supprimant les frais de change liés à l'utilisation du dollar et aux fluctuations monétaires.

Naturellement les pays européens devraient soutenir la Russie pour qu'elle puisse obtenir du FMI et de l'OMC les *clauses dérogatoires et transitoires* dont elle a besoin pour réussir son décollage économique : taux de change différencié pour les hydrocarbures et double prix de l'énergie en interne et à l'exportation. Parions que la même orthodoxie libérale à courte vue dont la Russie a déjà payé le prix dans les années quatre-vingt-dix, se mettra en mouvement à nouveau pour faire barrage à ces mesures de salubrité publique, mais il appartient à la Russie de faire valoir son droit légitime au développement.

L'Europe doit aussi *aider la Russie à construire un Etat de droit* avec des règles stables, juridiquement garanties, car c'est la condition de la confiance des entrepreneurs aussi bien que des investisseurs étrangers. Le rapprochement durable de la Russie et de l'Europe Occidentale sera facilité par l'adoption de telles règles. Comme l'a fort bien indiqué M. Evguenni Kojokine, *l'Europe a intérêt à voir se développer une société civile russe*, avec des classes moyennes plus nombreuses et plus aisées, des relations sociales plus équilibrées grâce aussi au développement de syndicats capables de s'appuyer sur les dispositions du Code du travail récemment promulgué. Bien sûr, le concept de « société civile » doit-il être précisé : il ne s'agit pas, à mes yeux, du développement des Organisations non gouvernementales (ONG) plus ou moins financées de l'extérieur. Il s'agit de l'auto organisation des forces sociales non pas contre l'Etat qui dispose de la légitimité démocratique mais dans le respect des lois. La France elle-même n'a admis que tardivement l'existence des syndicats ou des collectivités décentralisées (1884) ou du droit d'association (1901). Mais l'existence d'une telle société civile républicaine favorise le foisonnement des initiatives et fournit un cadre propice au développement de l'esprit d'entreprise.

Je ne vais pas revenir sur le problème de la Tchétchénie, il est douloureux, il n'a sûrement pas été exempt d'erreurs mais il est difficile : la crainte de la dispersion des terres russes n'est pas entièrement dépourvue de fondement. Le souci de l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie doit aller de pair avec celui d'une raisonnable autonomie consentie aux 89 sujets de ladite Fédération, aux vingt-et-une Républiques constitutives et plus généralement aux minorités nationales. Jacques Fournier nous a rappelé la difficulté d'organiser une Fédération véritable et je n'ai pu m'empêcher d'évoquer le rôle que jouent en France les préfets vis-à-vis des collectivités territoriales décentralisées. Quoiqu'il en soit, le développement de la Tchétchénie ne pourra être résolu que dans le cadre de toute la région du Sud de la Russie dont le retard de développement s'est considérablement accentué. Ne nous voilons pas la face : des forces puissantes existent de par le monde, et notamment aux Etats-Unis, qui ne souhaitent pas le rétablissement de la Russie pour des raisons géopolitiques à

courte vue. C'est le fait d'une certaine « ubris », d'une certaine démesure de penser que la domination de l'Hyperpuissance implique la disparition de tout autre rôle de puissance et de stabilité qu'elle : c'est alors qu'on récolte le chaos. Encore une fois, *l'intérêt bien compris de l'Europe n'est pas de laisser s'installer le désordre à ses portes.*

Enfin, l'Europe ne peut pas faire l'impasse sur les dangers de l'intégrisme islamiste. Celui-ci ne pourra être combattu que par la victoire des tendances modernisatrices à l'intérieur même du monde musulman. C'est là un intérêt partagé. C'est ainsi que le rapprochement avec la Turquie doit aller de pair avec le partenariat privilégié entre la Russie et l'Europe.

De la même manière, il est raisonnable – selon moi - de faire de l'Ukraine, de la Biélorussie et des Républiques caucasiennes non pas un terrain de confrontation mais *un pont entre l'Europe et la Russie.* Une certaine vigilance doit rester de mise si l'on veut éviter l'instrumentation de tel ou tel conflit en vue de freiner voire d'empêcher la coopération entre l'Est et l'Ouest de notre continent.

*Si la Russie a besoin de l'Europe, celle-ci aussi a besoin de la Russie,* pour des raisons qui tiennent à ce qu'est la Russie, à la qualité de son peuple, à sa culture, à son apport à la civilisation.

Rien ne serait plus dangereux par ailleurs que de laisser la Russie *s'isoler* derechef, et s'enfermer dans un état d'esprit obsidional qui creuserait à nouveau des fractures sur notre continent. *Le problème des minorités nationales,* à commencer par les minorités nationales russes, peut devenir dans l'avenir une source de tensions et de conflits comme l'Europe en a connus déjà, entre les deux guerres mondiales. L'équilibre et la paix de l'Europe impliquent une bonne entente entre Moscou et les grandes capitales européennes sans oublier les institutions de Bruxelles où le poids des petits Etats d'Europe centrale et orientale entretient encore une méfiance héritée d'un passé dépassé.

Ainsi en va-t-il également de *l'équilibre et de la paix dans le monde.* La Russie reste l'un des Cinq membres permanents du Conseil de Sécurité et la deuxième puissance nucléaire mondiale. Sa relation avec la Chine et avec l'Inde, son rôle en Asie Centrale en font une pièce maîtresse de la stabilité du monde. Pour toutes ces raisons, l'Europe a intérêt, selon moi, à maintenir avec Moscou un *étroit dialogue.*

*L'Europe a aussi besoin de la Russie pour des raisons économiques et énergétiques.* La dépendance croissante de l'Europe en matière de pétrole et de gaz, l'intérêt de la coopération aéronautique et spatiale, la profondeur que

l'immensité russe peut donner à notre développement industriel, militent pour un partenariat économique solide. L'importance relative des flux commerciaux (plus de 50% des importations et des exportations russes vont déjà vers l'Union européenne), qui ne peuvent que se développer, devrait, en toute logique, conduire à la constitution d'un espace économique et monétaire commun. Il est regrettable que le commerce entre l'Europe et la Russie se fasse trop peu avec l'euro : 7% ; un chiffre minime, alors qu'un recours accru à l'euro éviterait tous les frais de change liés à la conversation en dollars, surtout avec des fluctuations permanentes.

Le rejet de la Constitution européenne doit conduire à explorer de *nouvelles voies pour le développement de la construction européenne*. L'idée de la *géométrie variable* fait peu à peu son chemin. Celle-ci ne concerne pas que l'Europe à vingt-cinq. Il est de plus en plus nécessaire de penser la *dimension paneuropéenne*, à l'échelle du continent tout entier. Il me semble que c'est une vision plus riche d'avenir que le repli d'une Europe sur elle-même. Thierry de Montbrial l'a dit, et Monsieur Lavrov avant lui : il n'est pas question d'une adhésion actuellement. Mais de quoi parlons-nous ? Au fond, on ne le sait pas très bien. Jacques Delors disait que l'Europe était un objet juridique non identifié. Il est de moins en moins identifié. Essayons de regarder vers l'avenir pour en tirer le meilleur.

Sans négliger les institutions européennes, la Russie doit s'attacher à développer ses relations avec les grands pays européens, pas seulement la France et l'Allemagne, que les aléas électoraux ne devraient pas détourner de la voie qu'elles ont choisie, mais aussi la Grande-Bretagne, l'Espagne et enfin la Pologne qu'il faudra convaincre de chercher sa sécurité en Europe plutôt qu'aux Etats-Unis : la vision d'une grande Europe réconciliée est quand même plus riche de perspectives que l'extension continue vers l'Est de l'OTAN !

S'il est bon de s'interroger comme notre colloque l'a permis sur l'avenir de la Russie, il me semble que c'est avec le désir de l'aider à réussir sa modernisation. Avant de laisser la place au débat, il me semble à ce stade, que notre colloque a permis de mieux cerner les sujets d'interrogation. Mais la réflexion doit nourrir l'action : *Un esprit européen éclairé doit favoriser cette politique volontariste vis-à-vis de la Russie* que l'accession de Madame Merkel à la Chancellerie allemande ne devrait pas interrompre. Nous ne savons pas et nous ne pouvons pas savoir où va la Russie mais nous devons l'aider à aller, autant que possible, dans la direction où elle déclare vouloir se diriger : celle d'un grand Etat européen moderne et démocratique. C'est aussi la responsabilité de la France que de maintenir ce cap, dans l'intérêt bien compris de l'Europe tout entière.



Nous pouvons maintenant entamer un débat avec les personnes qui souhaiteraient poser des questions ou entre les intervenants eux-mêmes.

QUESTION DU PUBLIC

Monsieur Pozner a dit qu'il y avait eu des changements à la Quatrième chaîne à l'arrivée de Monsieur Poutine, il n'a pas précisé de quels changements il s'agissait, ou je ne l'ai pas entendu.

VLADIMIR POZNER

Non, je n'ai pas parlé spécifiquement de la Quatrième chaîne, j'ai dit qu'en général il y avait eu des changements à la télévision. La Quatrième chaîne, qui s'appelle NTV, appartenait à Monsieur Goussinsky. C'était une chaîne qui, très nettement « jouait à la politique » mais les journalistes étaient très professionnels du point de vue de l'information : magazine, journal... La structure de Monsieur Goussinsky a été détruite, tout simplement, selon moi en raison de ses relations personnelles avec le Président. Cela a mené à un changement dramatique. Presque toute l'équipe précédente de NTV est partie, de nouveaux journalistes sont arrivés... Mais, pour moi, ce n'est pas cela qui compte tellement, c'est le changement en général, le changement du climat dans lequel travaille le journaliste. Ce qui s'est passé à la NTV est un cas un peu spécial, peu de gens connaissent les détails, il s'agissait de problèmes personnels. Moi, je parle plutôt de l'atmosphère dans laquelle travaillent les journalistes dans les grandes chaînes.

M. FROMENT-MEURICE

Je voudrais dire, tout d'abord, que je suis reconnaissant à Monsieur Pozner d'avoir dit que la démocratie recule en ce moment...C'est ma conviction.

Je parcours la Russie depuis cinquante ans, j'y ai vécu, j'y ai travaillé, j'y retourne souvent. Il est vrai que la période Eltsine a été une période d'anarchie, de chaos mais il y avait quand même une certaine liberté, notamment dans les médias, qui me semble ne plus exister aujourd'hui.

Deuxième observation, sur la Tchétchénie. Je comprends très bien que le pouvoir russe cherche à éviter la désintégration du Caucase. Il peut y avoir un

effet de dominos : Tchétchénie, Daghestan, Ingouchie, dans toute cette région instable, certainement pénétrée par l'Islam, le terrorisme, un terrorisme dur. Cela n'excuse pas le comportement des forces armées russes. Je le dis très simplement : je crois qu'on peut maîtriser une révolte, si l'on estime qu'il faut la maîtriser, sans pour autant se livrer à de tels excès sur les populations civiles.

Monsieur le Président, je vous suis très reconnaissant d'avoir abordé les questions économiques. Il m'a paru qu'en dehors de Monsieur Lavrov et de vous-même, le débat portait essentiellement sur la question : Où va la Russie politique ?

Alors qu'il faut, selon moi, se poser la question suivante : Est-ce que l'évolution économique de la Russie favorise ou non l'évolution vers la démocratie ?

C'est quand même un facteur extrêmement important, on ne peut pas séparer les deux. Or, que voyons-nous ? Nous voyons qu'on a donné le label d'économie de marché à l'économie russe. Je ne crois pas que ce soit une économie de marché. C'est un label de complaisance. En vérité il y a énormément de phénomènes monopolistiques, de phénomènes de concentration, de phénomènes concernant les prix, les échanges, la concurrence, qui font qu'on n'est pas sur le terrain d'une économie de marché.

Je constate que jamais l'écart entre les riches et les pauvres n'a été aussi grand qu'aujourd'hui. Pendant la période soviétique - j'ai connu l'URSS dans les années cinquante - il y avait, certes, des privilégiés et une masse qui vivait tant bien que mal. Mais aujourd'hui, il y a une masse qui vit franchement au-dessous du niveau de la pauvreté [et Dieu sait si le niveau officiel de la pauvreté aujourd'hui en Russie est déjà très bas]. Il y a donc des gens qui vivent plus mal aujourd'hui qu'ils ne vivaient hier. Cela peut-il conduire ou non à des explosions sociales, à des grèves ? Je n'en sais rien. En tout cas, l'écart ne se comble pas. Certes, il y a des gens qui gagnent mieux leur vie mais, d'une manière générale, cette situation me paraît grave

Le deuxième phénomène est la faiblesse des investissements étrangers, vous y avez fait allusion. La Russie absorbe très peu d'investissements étrangers : un centième des investissements étrangers en Chine, par exemple. Même des pays comme la Hongrie ou la Pologne absorbent plus d'investissements étrangers que la Russie aujourd'hui. Il faut donc se demander pourquoi. Certes il y a des lois - j'ai présidé le Groupe pour les investissements étrangers en Russie il y a vingt ans, on a fabriqué des lois - mais l'application de ces lois, le système judiciaire, la corruption des tribunaux, le droit des faillites, le droit de protection des minoritaires, toutes ces questions me paraissent encore tout à fait mal réglées. Certes quelques investisseurs étrangers se risquent en Russie mais, d'une

manière générale, ils n'ont pas l'impression de s'aventurer sur un terrain très stable.

La fuite des capitaux russes avait ralenti mais, d'après les dernières statistiques, elle reprend. Pourquoi fuient-ils ? Pourquoi s'investissent-ils peu en Russie ? On peut s'interroger.

Enfin, le pouvoir des oligarques est probablement combattu par le pouvoir central : il en consolide certains, il en chasse d'autres, il en punit certains... et puis l'Etat est en train de récupérer, par un certain nationalisme économique, les richesses fondamentales : le pétrole, le gaz, il suffit de voir ce qui se passe avec GASPROM en ce moment.

Tout cela fait que je pose la question :

Ces différents facteurs d'évolution économique vont-ils favoriser ou non l'évolution vers la démocratie ?

Cela pose beaucoup d'interrogations. Il y a des phénomènes positifs, vous en avez cité certains, Monsieur Lavrov en a cité.

Enfin, il y a le caractère artificiel du prix du pétrole, de la rente pétrolière, de la rente gazière. Il y a aussi des gens qui se lancent sur le marché, il y a des PME, tant mieux...

Je pense que l'avenir économique de la Russie n'est pas tout en rose, que c'est extrêmement difficile et que, par conséquent, il faut lier le problème économique au problème politique.

Merci.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Merci, Monsieur l'Ambassadeur, de cet exposé nourri par vos convictions mais aussi par vos analyses.

Je poserai un point d'interrogation sur la question centrale de la rente pétrolière. Au prix actuel du baril de pétrole, le prix du gaz étant aussi indexé sur celui du pétrole, les richesses naturelles de la Russie dessinent des perspectives très florissantes du point de vue de la rente.

Mais comment cette rente est-elle appropriée ? Vous avez rappelé le problème des oligarques...

A quoi sert-elle ?

Est-elle redistribuée ?

Y a-t-il une politique de correction des inégalités sociales et régionales (qui sont grandes) ?

Ces politiques sont elles mises en œuvre ? J'ai cru voir qu'il y avait eu une augmentation du salaire des fonctionnaires, des ingénieurs et des professeurs récemment...

Je n'ai pas de connaissances suffisantes pour répondre à tout cela mais c'est une question centrale.

J'ai évoqué les analyses de Jacques Sapir sur un double taux de change et un double prix de l'énergie : je crois que c'est tout à fait fondamental si on veut éviter que la Russie ne s'enfonçe dans les ornières de toute économie rentière.

MADAME BERARD
---------------

A propos de la rente pétrolière, il existe un fonds de réserve qui s'alimente par les excédents des exportations pétrolières et gazières. Une partie de ces ressources sert précisément à désendetter le pays, l'autre partie servant à faire des investissements importants. C'est une politique budgétaire, économique et commerciale saine.

En ce qui concerne les faillites, la protection des droits des actionnaires minoritaires et le droit en général, je suis émerveillée des progrès qui ont été faits. Je rejoins, simplement, ce qui a été dit tout à l'heure : on n'en est pas encore, en termes d'application, à faire les choses de façon parfaite. Il faut le temps que les tribunaux russes arrivent à digérer tout ce qui a été fait : le travail législatif de ces dernières années est absolument pharaonesque. Mais les progrès qui ont été réalisés sont extrêmement importants.

Quant aux investissements, bien sûr la Russie a besoin d'accroître son taux d'investissement industriel, mais le taux d'investissement est aujourd'hui de +8%, +9% par an... Je sais qu'il a connu un recul mais nous serions très heureux d'en faire autant !

Les entreprises françaises qui travaillent en Russie, Michelin, Saint-Gobain, Renault, Lafarge... sont toutes des entreprises heureuses. Elles ont de bons résultats, elles se sentent protégées.

Faisons la part de l'activité gazière et pétrolière qui est une chose extrêmement particulière, toutes les autres entreprises sont heureuses de travailler en Russie et ne se sentent absolument pas menacées. Je ne sais pas ce qu'est l'économie de marché... je dis simplement que nous savons travailler en Russie et que nous y avons de bons résultats.

Monsieur Pouchkov et Monsieur Fournier veulent réagir à ce que vient de dire Madame Bérard.

ALEXEÏ POUCHKOV

Je veux aussi réagir à certaines choses qui ont été dites auparavant.

Une question très importante a été posée par Monsieur l'Ambassadeur Froment-Meurice : La politique, le système économiques russes font-ils avancer la Russie sur la voie de la démocratie ou non ?

Si nous posons cette question à propos de la Chine, quelle réponse aurions-nous ?

Ce qui est absolument certain, c'est que si demain la Chine adoptait un système démocratique, ce serait la fin immédiate de l'actuel miracle chinois : un milliard quatre cent millions de personnes seraient livrées à la crise.

Actuellement, une politique vise à diminuer la population des grandes villes. Shanghai compte pourtant déjà seize millions d'habitants mais si les habitants des provinces pauvres migraient vers Pékin, Shanghai et les régions du sud - où règne un climat spécifique en ce qui concerne les investissements - c'en serait fini de la Chine.

La démocratie doit avoir une base économique, sans laquelle ce n'est que de la démagogie : c'est ce qu'on a vu en Russie sous Eltsine. Les couches supérieures de la société en ont profité, elles se sentaient plus libres d'exprimer leur opinion. Pour les gens de l'Oural - ou même à deux cents kilomètres de Moscou - le mot « démocrate » est devenu politiquement presque obscène, les gens parlent des « soi-disant démocrates ». A quel niveau fallait-il manipuler la démocratie pour arriver à ce résultat ? D'ailleurs les démocrates sincères, aujourd'hui, en veulent à Eltsine, car celui-ci est venu sous la bannière de la démocratie et il a fait si bien que non seulement la démocratie n'est plus convoitée par la population russe mais celle-ci était sur le point de rejeter l'économie de marché. Avec la réforme de Monsieur Gaydar, avec les privatisations de Monsieur Tchoubays et avec tout ce qui se faisait « sous la table », les gens se sont dit : si c'est ça l'économie de marché, nous n'en voulons pas ! La déception de la population envers les idées de la démocratie et de l'économie de marché rendait tout à fait possible ce retour en arrière.

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec cette thèse qui court en Occident selon laquelle les Russes seraient plus bêtes que les Occidentaux, ne seraient pas prêts à la démocratie dont ils n'auraient aucune expérience... En 1991, quand les Russes ont voté Eltsine, tout le monde a salué cet élan démocratique. Quand, en 2000, ils ont voté Poutine, ils n'étaient plus démocrates ! Il y a quelque chose qui cloche dans le regard occidental. Il apparaît que lorsque Monsieur Eltsine s'est déclaré prêt à tout faire pour plaire aux Occidentaux, surtout aux Américains, ses discours et sa politique ont été jugés démocratiques et les Russes étaient considérés comme des gens qui, en dépit de leur histoire, avaient fait un choix véritablement démocratique. En l'an 2000, l'élection de Poutine fut jugée comme un renoncement à la démocratie et les Russes devinrent des gens dénués d'expérience de la démocratie qui avaient besoin d'être éduqués. Il y a là un sérieux manque de logique.

Cela vient de l'opposition libérale qui souffre beaucoup mais c'est elle qui a accumulé les erreurs durant les années quatre-vingt-dix. Quand la population russe a voté contre ce parti libéral en l'an 2000 [où l'Union des forces de la droite de Messieurs Gaydar, Tchoubays et tous les réformateurs connus a obtenu 3,5% des voix] j'ai demandé à ses leaders, à Boris Imtsov, si le Kremlin avait falsifié les résultats pour ne pas les faire entrer dans la Douma, il m'a dit non, tout au plus cette union aurait-elle pu atteindre 4%. Il m'a précisé que tous les leaders de la droite avaient un taux de popularité de 3,5%.

Je déplore, moi aussi l'existence de ce parti « fromage », très flou : « La Russie unie » mais les gens n'ont pas voté pour ce parti, ils ont voté Poutine, le leader non officiel de ce parti. L'opposition n'a qu'à se demander pourquoi elle a fait toutes les fautes possibles au point de faire fuir les 20% de gens qui la soutenaient dans les années 1990 (13% pour l'Union de la droite et 7% pour Iabloko, le parti de Iablinsky). Aujourd'hui Iabloko est à 4,9% et l'Union de la droite à 3,5%.

L'opposition doit y réfléchir : cette catastrophe n'est pas le fait du pouvoir actuel, c'était la réaction d'une population à leur action politique des années 1990.

Le choix qui a été fait par le peuple russe lors des dernières élections n'est peut-être pas l'idéal de la démocratie telle qu'on peut la rêver, mais c'est un choix réel, pas un renoncement à choisir. Personne n'a trompé le pays. Aujourd'hui, les libéraux se plaignent de n'être pas assez présents à la télévision... Je les vois chaque jour. Les gens connaissent à merveille leur programme économique et politique... et ils n'en veulent pas !

Le problème de la Russie n'est pas le manque d'expérience du choix dans la population, c'est un manque de forces politiques dignes de ce nom, capables de présenter des programmes sérieux susceptibles de recueillir le soutien de la population et non sa méfiance.

Ce n'est pas la démocratie qu'ils veulent, ils veulent le pouvoir, l'argent, la possibilité d'exporter vers l'Occident. Les forces dites démocratiques, en Russie, doivent être éduquées et initiées à la démocratie autant que les forces au pouvoir.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur Pouchkov.  
Je donne la parole à Jacques Fournier.

JACQUES FOURNIER

Je réagis à ce qu'a dit Monsieur Froment-Meurice sur les problèmes de l'économie de marché et des inégalités.

Je crois qu'il y a en Russie une économie de marché mais qu'elle est insuffisamment régulée, qu'elle n'est pas corrigée. Elle conduit à un certain nombre d'abus et à la distorsion des inégalités que nous constatons. Certes, comme l'a dit Madame Bérard, un certain nombre de textes ont été mis en place pour imposer des comportements loyaux au titre de la concurrence... Mais tout cela va très doucement même si on constate quelques progrès.

En tous cas, cela ne résout pas le problème fondamental des inégalités, qui sont beaucoup plus fortes que par le passé.

Pourquoi ?

On rejoint un problème à la mode en France actuellement : celui du modèle social.

Il y avait un modèle social auparavant, le modèle social soviétique, très largement fondé sur l'entreprise. Ce n'était pas l'Etat providence, mais l'entreprise providence. L'entreprise se chargeait de tout, elle produisait, elle exécutait le plan, elle payait les gens, gérait des cliniques, des logements. La relative homogénéité de la population résultait de ce système. A partir du moment où on passe en économie de marché, les entreprises adoptent un comportement de marché, un « comportement d'entrepreneur avisé » au sens de l'Union européenne, elles abandonnent progressivement toutes ces activités et les gens en souffrent.

Dans le domaine de la santé, la situation est calamiteuse. Les inégalités sont considérables. Le système de santé lui-même fonctionne très mal. Quand on va

à l'hôpital, il faut apporter ses couvertures. On est mal soigné. Pour être bien soigné, il faut payer et il n'y a pas de couverture sociale.

Les retraites ont été un peu revalorisées récemment mais elles restent à des niveaux insupportables.

Monsieur Lavrov a fait allusion tout à l'heure à un plan d'investissement humain Je n'en avais pas entendu parler jusqu'à présent, je ne sais pas ce qu'il y a dedans.

Il y a vraiment un effort de construction d'un nouveau modèle social à faire. En tant qu'homme de gauche, je suis effaré de voir où on en est dans certains domaines après soixante-dix ans de régime prétendument socialiste.

Dans le domaine de la santé, la situation est calamiteuse. Il y a un système d'inégalité totale. Le système de santé lui-même fonctionne très mal. Quand on va à l'hôpital, il faut apporter ses couvertures. On est mal soigné. Pour être bien soigné, il faut payer et il n'y a pas de couverture sociale.

Les retraites ont été un peu revalorisées récemment mais elles restent à des niveaux insupportables.

Le problème actuel de la Russie n'est pas un problème politique, ce n'est pas un problème purement économique, même s'il est fondé sur l'économie – on a parlé de la rente pétrolière et des ressources. Monsieur Lavrov a fait allusion tout à l'heure à un plan d'investissement humain. Je n'en avais pas entendu parler jusqu'à présent, je ne sais pas ce qu'il y a dedans.

Il y a vraiment un effort de construction d'un nouveau modèle social à faire. En tant qu'homme de gauche, je suis effaré de voir où on en est dans certains domaines après soixante-dix ans de régime prétendument socialiste.

Dans le domaine de la santé, c'est calamiteux.

Dans le domaine de l'éducation, il y a un bon héritage. Attention, là aussi, de ne pas le dilapider en créant des inégalités. Actuellement, on rentre beaucoup plus facilement à l'université si on a de l'argent que si on n'en a pas.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Monsieur Kojokine m'a redemandé la parole pour une minute.



EVGUENNI KOJOKINE

Je veux seulement donner une information. L'année dernière, le secteur de technologies informatiques en Russie a augmenté de 46%. Si on compare le développement de certains secteurs, surtout les petites et moyennes sociétés, la dynamique est parfois beaucoup plus forte que dans les secteurs gazier et pétrolier. Nous espérons que ces secteurs développeront et imprèneront les autres secteurs de l'économie russe.

Chez nous, on ne parle pas d'un sujet très important : le comportement de notre classe des entrepreneurs, comportement tout à fait typique d'un capitalisme sauvage. Seuls l'Etat et le mouvement ouvrier organisé, les syndicats, peuvent éduquer notre classe dirigeante à penser le destin du pays et à ne pas gaspiller l'argent gagné par leur talent et par le travail des autres. Cela concerne non seulement les entrepreneurs privés mais aussi les fonctionnaires d'Etat. Si, à l'occasion des vacances d'hiver, vous allez à Courchevel - où on ne parle que le russe - vous pouvez voir tout « l'establishment », y compris Monsieur Tchoubays... Je pose la question : Que faites-vous ici, Monsieur ? Vous êtes fonctionnaire d'Etat, vous ne gagnez pas assez d'argent pour passer les vacances d'hiver à Courchevel ! Je pense qu'il est vraiment nécessaire de changer le comportement que les entrepreneurs ont adopté pendant une période tout à fait spéciale. Cette période est terminée, nous sommes maintenant dans un capitalisme normal. C'est nous qui devons créer ce capitalisme normal.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur Kojokine. Je donne la parole à Monsieur Pozner, qui me l'a demandée.

VLADIMIR POZNER

Je voudrais tout simplement indiquer que quand on a élu Monsieur Eltsine, ce n'était pas parce qu'il était démocrate mais parce qu'on le voyait comme un adversaire de la bureaucratie et du Parti : c'est pour cela qu'il a été élu par la grande majorité des gens et non parce qu'il était démocrate.

Quand on a élu Monsieur Poutine, ce n'était pas parce qu'il était ou n'était pas démocrate, c'était parce qu'on ne voulait plus de Eltsine. Ca n'a rien à voir avec la démocratie.

J'insiste : le peuple russe, en général, n'est pas démocrate, il ne connaît pas cette tradition. Ce n'est pas faute d'intelligence, mais plutôt faute d'expérience. Ca va venir... mais pas dans quinze ans, ce n'est pas comme ça que ça se passe. Il faut le comprendre.

Très souvent, l'Occident parle de ce qu'il ne connaît pas, il prend toujours pour référence son expérience propre qui est différente.

Aujourd'hui, entre les 10% les plus pauvres et les 10% les plus riches de la population, la différence est de 1 à 15 ! Les gens disent : si c'est ça la démocratie, nous n'en voulons pas ! C'est pourquoi le mot « démocratie » est devenu un mot obscène ; c'est précisément parce qu'il n'y a pas de réelle démocratie.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur Pozner. Je voudrais simplement vous faire remarquer qu'en France on vote systématiquement contre les sortants depuis vingt-cinq ans.

Alors sommes-nous une démocratie ?

A propos de la télévision [je regrette que Madame Cotta n'ait pas posé de question] ne sommes-nous pas aussi exposés à subir cette alternance des directions ?

UNE INTERVENANTE DANS LA SALLE

Je me permets de faire trois remarques qui partent du cas russe pour s'appliquer au niveau international.

La première concerne l'approche qu'a l'Occident de la démocratie.

Chaque fois qu'un régime est anti-occidental ou cherche à être indépendant de l'Occident, on attend l'opposition et on lui colle l'étiquette de démocrate. Dans cette démarche, la population est la dernière à compter : son avis, ses aspirations, ses particularités...

N'est-ce pas la démocratie qui est la première sacrifiée dans cette démarche ?

Mais évidemment les peuples concernés le sont aussi : regardons ce qui se passe en Irak.

Ma deuxième remarque concerne le discours.

Dans le discours géopolitique, je constate que l'on adopte souvent une logique ethnique, que ce soit dans les cercles médiatiques, les milieux universitaires ou de la recherche. Je suis géopoliticienne des médias et je me demande si ce

discours ethnique ne risque pas de passer du racial au raciste, s'il n'est pas une bombe à retardement permanente.

N'est-il pas en contradiction avec la notion de citoyenneté et avec l'appel à la modernité que vous avez lancé, Monsieur Chevènement ?

Quand on parle du terrorisme, je constate qu'on l'assimile toujours à l'Islam ou au terrorisme musulman. Cela permet-il de combattre le terrorisme ou cela le favorise-t-il ? Je suis arabe mais je ne suis pas musulmane, je suis chrétienne maronite libanaise et je pose cette question :

Fermer les yeux sur les autres terrorismes, sur les autres intégrismes, sur les autres fondamentalismes, cela apaise-t-il le terrorisme musulman ou cela le renforce-t-il ?

Merci.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Merci, Madame.

Vos questions appellent trois colloques : sur la démocratie, sur le terrorisme et sur l'Islamisme. Nous aurons l'occasion, pour y répondre, de revenir sur ces sujets.

Je veux remercier très chaleureusement tous les intervenants, Monsieur l'Ambassadeur de Russie et tous les participants. Ce sujet nous passionne à la mesure de l'amitié que nous avons pour le peuple russe.

Quelles que soient les réponses que nous pouvons apporter à la question : « Où va la Russie ? », nous en savons un peu plus ce soir et nous avons réduit le facteur d'incertitude. Nous voyons où se posent les problèmes.

Merci à tous.


Achévé  
d'imprimer  
en janvier 2006

*Ont participé au colloque du mardi 11 octobre 2005*

Sergueï Lavrov,  
Thierry de Montbrial, Jacques Fournier,  
Evguenni Kojokine, Alexis Pouchkov, Vladimir Pozner  
et Jean-Pierre Chevènement

---

FONDATION RES PUBLICA  
52, rue de Bourgogne  
75007 Paris

 01.45.50.39.50

@ res-publica@wanadoo.fr